

DIARIO OFFICIAL

REPUBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO XXXI—4.º DA REPUBLICA—N 278

CAPITAL FEDERAL

SEGUNDA-FEIRA, 10 DE OUTUBRO DE 1892

SUMMARIO

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Union Postale Universelle.

SECRETARIAS DE ESTADO:

EXPEDIENTE do Ministerio da Justica dos dias 7 e 8 do corrente.

EXPEDIENTE do Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas do dia 7 e 8 do corrente.

REDACÇÃO—Os Precursores.

TRIBUNAES.

NOTICIARIO.

EDITAES E AVISOS.

ANNUNCIOS DIVERSOS.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

Union Postale Universelle

(Continuado do n. 275).

VI

ARRANGEMENT

Concernant le service des mandats de poste

Conclu entre l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Costa-Rica, le Danemark et les colonies danoises, l'Egypte, la France et les colonies françaises, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et les colonies néerlandaises, le Portugal, et les colonies portugaises, la Roumanie, le Salvador, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus dénommés.

Vu l'article 19 de la convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant:

ARTICLE 1

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre ceux des pays contractants dont les administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent arrangement.

ARTICLE 2

1.—En principe, le montant des mandats doit être versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais chaque administration a la faculté de recevoir et d'employer elle-même, à cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

2.—Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respective de chaque pays.

3.—Sauf arrangement contraire les Administrations intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie métallique du pays où le paiement doit avoir lieu.

A cet effet, l'Administration du pays d'origine détermine elle-même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination.

L'Administration du pays d'origine détermine également, s'il y a lieu, le cours à payer par l'expéditeur, lorsque ce pays et le pays de destination possèdent le même système monétaire.

4.—Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété de mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

ARTICLE 3

1.—La taxe générale à payer par l'expéditeur pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent est fixée, valeur métallique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant. Sont exempts de toute taxe les mandats d'office relatifs au service des postes et échanges entre les Administrations postales.

2.—L'Administration qui a délivré des mandats tient compte, à l'Administration que les a acquittés, d'un droit de 1/2 pour cent du montant total des mandats payés, abstraction faite, des mandats d'office.

3.—Les mandats de poste et les reçus donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe, quel qu'en soit le taux perçu en vertu du paragraphe 1^{er} du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le payement à domicile, s'il y a lieu.

4.—L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de payement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées.

5.—L'expéditeur d'un mandat de poste peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse tant que ce mandat n'a pas été livré au destinataire, aux conditions et sous les réserves déterminées par les correspondances ordinaires par l'article 9 de la convention principale.

6.—L'expéditeur peut également demander la remise des fonds à domicile, par porteur spécial, aussitôt après l'arrivée du mandat, aux conditions fixées par l'article 13 de la dite convention.

7.—Est toutefois réservée à l'office du pays de destination la faculté de faire remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, lorsque ses règlements intérieurs le comportent.

Article 4

1.—Les mandats de poste peuvent être transmis par le télégraphe, dans les relations entre les Offices dont les pays sont reliés par un télégraphe d'Etat ou qui consentent à employer à cet effet la télégraphie privée; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques.

2.—Les mandats télégraphiques peuvent, comme les télégrammes ordinaires et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de l'urgence, de la réponse payée, du collationnement, de l'accusé de réception, de la transmission par la poste ou de

la remise par exprès. Ils peuvent, en outre, donner lieu à des demandes d'avis de payement à délivrer et à expédier par la poste.

3.—L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer:

a), la taxe ordinaire des mandats de poste et, si un avis de payement est demandé, le droit fixe de cet avis;

b), la taxe du télégramme.

4.—Les mandats télégraphiques ne sont grevés d'aucuns frais autres que ceux prévus au présent article, ou que ceux qui peuvent être perçus en conformité des règlements télégraphiques internationaux.

Article 5

Par suite du changement de résidence du bénéficiaire, les mandats ordinaires peuvent être réexpédiés d'un des pays participant à l'Arrangement sur un autre de ces pays. Lorsque le pays de la nouvelle destination a un autre système monétaire que le pays de la destination primitive, la conversion du montant du mandat en monnaie du premier de ces pays est opérée par le bureau réexpéditeur, d'après le taux convenu pour les mandats à destination de ce pays et émanant du pays de la destination primitive. Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition; mais le pays de la nouvelle destination touche en tout cas à son profit la quote-part de taxe qui lui serait dévolue, si le mandat lui avait été primitivement adressé, même dans le cas où, par suite d'un arrangement spécial conclu entre le pays d'origine et le pays de la destination primitive, la taxe effectivement perçue serait inférieure à la taxe prévue par l'article 3 du présent Arrangement.

Article 6

1.—Les Administrations des posts des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Règlement ci-après, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés, contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie d'or du pays créancier, par l'Administration qui est reconnue redevable envers l'autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2.—A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3.—En cas de non-paiement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration desdits délais, jusqu'au jour où le payement a lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de 5% l'an et son portés au débit de l'Administration retardataire sur le compte suivant.

Article 7

1.—Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2.—Les sommes encaissées par chaque Administration, en échange de mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois

ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats.

Article 8

Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 9

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 10

Les pays de l'Union qui n'ont pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 24 de la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 11

Les Administrations des postes des pays contractants désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédentes. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 6 et tout autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 12

1. — Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 25 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste.

2. — Toute proposition est soumise au procédé déterminé par le § 2 de l'article 26 de la Convention principale.

3. — Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

1^o. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles, ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 6 et 13;

2^o. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles précités;

3^o. la simple majorité absolue s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, sauf le cas de litige prévu par l'article 23 de la Convention principale.

4. — Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 26 de la Convention principale.

5. — Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

ARTICLE 13.

1. — Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1892.

2. — Il aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit réservé à chaque pays de se retirer de cet Arrangement, moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. — Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers Gouvernements ou Administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 8.

4. — Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Vienne le 4 juillet 1891.

Pour l'Allemagne:
Dr. V. Stephan.
Sachse.
Fritsch.

Pour l'Autriche:
Obentraut.
Dr. Hoffman.
Dr. Liliénau.
Hubberger.

Pour la République Argentine:
Carlos Calvo.

Pour la Hongrie:
P. Heim.
S. Schrimpf.

Pour la Belgique:
Lichterveld.

Pour la Norvège:
Thb. Heyerdahl.

Pour le Brésil:
Luiz Betim Paes Leme.

Pour les Pays-Bas:

Pour la Bulgarie:
P. M. Mattheeff.

Hofstede.
Baron von der Feltz.

Pour le Chili:

Pour les colonies néerlandaises:
Johs. J. Perk

Pour la République de Costa-Rica:

Pour le Portugal et les colonies portugaises:

Pour le Danemark et les colonies danoises:
Lund.

Guilhermino Augusto de Barros.

Pour l'Egypte:
Y. Saba.

Pour la Roumanie:
Colonel A. Gorjani.
S. Dimitrescu.

Pour la France:
Montmarin.
J. de Selves.
Ansault.

Pour le Royaume de Siam:
Luang Suriya Nuvatr.
H. Keuchenius.

Pour les colonies françaises:
G. Gabrié.

Pour la Suède:
E. von Krusenstjerna.

Pour l'Italie:
Enidio Chiaradia.
Felice Salivetto.

Pour la Suisse:
Ed. Hohn.
C. Delessert.

Pour le Japon:
Indo.
Fujita.

Pour la Régence de Tunis:
Montmarin.

Pour la République de Libéria:
Ba. de Stein.
W. Koentzer.
C. Goedelt.

Pour la Turquie:
E. Petacci.
A. Fahri.

Pour le Luxembourg:
Mongenast.

Pour l'Uruguay:
Federico Susviela Guarch.
José G. Busto.

(Continua)

Para continuarem a ser pagas as despesas com o serviço policial desta capital de accordo com a tabella constante do *Diario Official* de 28 de setembro ultimo, sob n. 264.

— Transmittiram-se:

Ao Conselho Supremo Militar e da Justiça, afim de serem julgados em superior e ultima instancia, os processos instaurados contra os soldados da brigada policial desta capital Manoel e Venites João Savalla;

Ao general commandante da brigada policial desta capital os processos instaurados contra os soldados da mesma brigada João de Oliveira Leitão, Antonio Marinho Bastos e Anacleto José Dias, afim de serem cumpridos os accordos do Conselho Supremo Militar e de Justiça.

— Recommendou-se ao procurador geral do Districto Federal que informe, dando logo as providencias que lhe competem, sobre a grave irregularidade de estarem recolhidos, durante longo tempo, a Detenção desta capital muitos presos cujos processos se teem demorado muito além dos prazos legais.

— Comunicou-se ao general commandante superior da guarda nacional da Capital Federal que foram dispensados do serviço activo da mesma guarda, emquanto exercerem os respectivos empregos, o correio da Imprensa Nacional Eduardo Ignacio da Silva Fontany, e o empregado da Empresa Funeraria a cargo da Santa Casa da Misericórdia, José Ferreira de Miranda.

— Autorizou-se o director do Asylo da Mendicidade, em resposta ao officio n. 1967 de 28 do mez findo, a despendar até a quantia de 2:000\$, com a aquisição dos moveis necessarios ao mesmo estabelecimento, devendo elles ser fornecidos pelas officinas da Casa de Correção.

Dia 8

Remetteu-se ao Ministerio da Fazenda cópia do decreto de 4 do corrente, que aposentou com todos os vencimentos o desembargador da Relação de S. Paulo Raymundo Furtado de Albuquerque Cavalcante, por não ter sido aproveitado na organização judiciaria daquelle estado e contar mais de 30 annos de exercicio, e solicitou-se que os respectivos vencimentos de inactividade sejam pagos pela thesouraria do referido estado.

— Comunicou-se:

Ao Ministerio da Fazenda, para os fins convenientes, que por decreto de 30 do mez findo foi aposentado com todos os vencimentos, o desembargador da Relação de S. Salvador bacharel João Rodrigues Chaves, visto não ter sido aproveitado na organização judiciaria do estado da Bahia, e solicitou-se que os seus vencimentos de inactividade sejam pagos pela thesouraria de fazenda do referido estado. — Deu-se conhecimento ao inspector da mesma thesouraria.

Ao general commandante superior da guarda nacional da Capital Federal que foi dispensado do serviço da mesma guarda, emquanto exercer o respectivo emprego, o 2^o escriptuario da Alfandega do Rio de Janeiro, Antonio Maximo Leal Vallim, qualificado guarda no 4^o batalhão de infantaria. — Deu-se conhecimento ao Ministerio da Fazenda.

— Pela directoria geral, transmittiram-se:

Ao general commandante superior da guarda nacional da Capital Federal, para informar, os requerimentos:

De João Carlos Ribeiro de Macedo Machado, tenente aggregado ao 4^o batalhão da reserva, pedindo reforma;

De Antonio Ferreira Monteiro da Silva, capitão do 10^o batalhão de infantaria, pedindo seis mezes de licença;

De Augusto Francisco dos Santos, tenente aggregado ao 3^o batalhão da reserva, pedindo reforma.

— Ao director da Casa de Correção copia da relação dos preços dos objectos de expediente, pelos quizes Laemmert & Comp. se obrigam a fornecer a secretaria da justiça e repartições annexas.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio da Justiça.

Expediente do dia 7 de outubro de 1892

Solicitou-se do Ministerio da Fazenda a expedição de ordem:

Para que seja indenmisado o porteiro da Corte de Appellação José Francisco da Rocha da quantia de 45\$780, importancia das despesas de prompto pagamento por elle feitas durante o mez findo;

Para que seja paga a despesa feita, durante o mez findo, com o pessoal do Asylo da Mendicidade, na importancia de 400\$000;

Ministerio da Agricultura

DIRECTORIA DE OBRAS PUBLICAS

Expediente do dia 7 de outubro de 1892

Recommendeu-se ao director da Estrada de Ferro Central do Brazil que providencie, com urgencia, para que sejam postos nas estações de Bemfica, Chapeo d'Uvas, João Gomes, Sitio e Cruzeiro os carros necessarios para a condução do gado destinado ao matadouro de Santa Cruz e que tem de ser fornecido por Antonio Mendes Barreto e Antonio Rodrigues de Barros, em virtude do contracto celebrado com a Intendencia Municipal, desta capital. — Communicou-se ao Ministerio do Interior.

Ao Ministerio dos Negocios da Justiça, transmittiu-se o requerimento do capitão Juvenio Rodrigues dos Santos, alleres João Evangelista da Silva Nery e Joaquim Pereira Piracuruca em que pedem ajuda de custo por terem seguido para Tubarão em consequencia da greve dos trabalhadores da Estrada de Ferro D. Thereza Christina.

— Pediram-se informações ao presidente do estado de Minas Geraes sobre a proposta apresentada pela Intendencia Municipal da cidade de Natividade à Companhia Estrada de Ferro Leopoldina para estabelecer uma estação no arraial de Santo Antonio do Carangola.

— Declarou-se ao chefe da fiscalização das estradas de ferro ter sido attendido o pedido que fez à *Alagoas Railway Company Limited*, para que o ramal da Vicosã não seja considerado linha distincta da principal mas parte integrante desta para os effeitos da organização das tarifas do referido ramal. Bem assim autorizou-se ao alludido chefe que formulasse as bases necessarias para uniformização das condições dos contractos da mesma companhia.

Ao Ministerio da Fazenda, para que dignesse de emitir parecer sobre o processo proposto pela legação italiana, para o prompto pagamento das quantias devidas aos herdeiros dos operarios assoldados pela Inspeção Geral das Obras Publicas.

Ao vice-presidente do Senado, devolvendo um dos autographos sancionados do decreto do Congresso Nacional, que abriu o credito de 400.000\$ para pozos artesanais, açudes e represas nos estados do Piahy e Parahyba.

REQUERIMENTOS DESPACHADOS

Dia 8 de outubro de 1892

Castro Souza & Comp., pedindo a concessão de um desvio na Estrada de Ferro Central do Brazil desde o Derby-Club até a Villá Custodio José de Mello. — Não podem ser attendidos os requerentes, á vista da informação do director da estrada.

Francisco Comas, representante dos inventores do syst'ma de deitar automaticamente lastro nas vias ferreas, estendel-o e nivelal-o, propondo-se a estabelecer nas vias ferreas nacionaes os referidos syst'mas privilegiados. — Não pôde ser attendido no que requer, á vista da informação do director da estrada.

Miguel Ribeiro Lisboa, pedindo permissão para embarcar no kilometro 374 da linha do centro e pelo trem de lastro os productos da sua olaria. — Diferido.

Roberto Avelino, pedindo para contractar, por empreitada, o assentamento dos trilhos, lastro e superestructuras metalicas na Estrada de Ferro Central de Pernambuco, desde o kilometro 88, em Gravatá, até S. Caetano da Raposa, kilometro 157. — A vista da informação do director da estrada, nada ha que deferir.

Manoel Bazilio Teixeira Pires, pedindo para que a Estrada de Ferro Central do Brazil seja prolongada até Itacurussá, ligando-se tambem Itaguahy à Cachoeira. — Quanto ao prolongamento até Itacurussá, aguardam-se as informações do director da estrada; quanto ao da estrada de Santa Cruz nada ha que deferir.

REDACÇÃO

Os Precursores

UMA PAGINA DA HISTORIA DO PARTIDO REPUBLICANO BRAZILEIRO POR J. M. VAZ PINTO COELHO

A IMPRENSA

O Republico

Continuação do n. 271

Accusam de excessos a republica franceza de 1793, mas hoje não existem as mesmas causas.

Havia nessa época uma aristocracia desdenhosa e arrogante gosando de immensos privilegios, que não queria abandonar;

Um clero, que possuia immensos bens, que temia perder;

Um povo escravizado desde muitos seculos, que reclamava com toda a violencia da reacção o goso dos seus direitos;

Entre estes elementos de desordem existia um rei versatil e uma mulher caprichosa — a lucta era inevitavel;

O fanatismo religioso, o espirito aristocratico, as tradições da monarchia absoluta, o odio e irritação do povo, a invasão do estrangeiro, tudo se combinou para produzir um tal resultado.

A philosophia do seculo 18 tinha inspirado os chefes da revolução, mas o povo sentia mais que raciocinava, e era impellido ás exagerações por inimigos que queriam desacredital-o.

Em 1792, diz Lamartine, a liberdade era uma inovação, a igualdade um escandalo a republica um problema.

A civilização mudou completamente a free das cousas.

O arcebispo de Pariz, o bispo de Lyão, primaz das Gallias, todos os bispos de França, ordenaram de movimento espontaneo em 1848 *Te Deum* pela republica, e a repetição do *domine salve fac rempublicam*.

A nobreza franceza exprimia-se pelo seu orgão o marquez de Laróche Jaquelain como se segue:

« Liberdade civil, liberdade politica, liberdade religiosa, união entre todos os corações para o bem geral, é um movimento immenso que deve lançar em o nada todos os passados afastar todas as exclusões, extinguir todos os odios, reunir todos os esforços »

A guarda nacional, exercito e o povo proferiram um só grito republicano.

A França levantou-se unanimemente em 1848.

A Europa reconheceu espontaneamente a Republica franceza.

Dizem — « Si ainda não podemos realizar a *Carta*, como instituiremos a republica? »

A *Carta* é muito mais complicada, que uma constituição republicana.

A *Carta* envolve os tres principios monarchico, aristocratico e democratico.

Si entre estes tres elementos não existe a guerra um absorve os outros; si não existe a paz nenhum pode funcionar: — a esta contradição finalmente juntam-se uma serie de ficções ridiculas, que fazem da tal *Carta* uma resposta *sybilina*, satisfazendo a tudo ou a nada, foco permanente de interpretações absurdas.

Esta theoria bastarda pregada em França por Mounier na *Constituinte*, formulada sob a restauração por Benjamin Constant, acaba de ser condemnada pela França do seculo 19.

Ou a nação, em virtude de sua soberania, se governa por meio de delegados periodica, mente eleitos, ou é governada por um poder, que embora emanado della, uma vez estabelecido, é independente, inviolavel e se perpetua pela herança: entre estes dous systemas não ha meio possivel.

Em França o rei dispunha de 150.000 empregos civis, de todos os postos do exercito e marinha; commandava um corpo de 200.000 eleitores em uma nação de 35 milhões de habitantes! Tinha uma camara de deputados sua, nomeava a camara dos pares.

O governo era essencialmente monarchico.

Em Inglaterra, os lords governam, a camara dos commons discute, a nação é ouvida; é uma republica aristocrata. O rei é uma pura ficção.

Em Hespanha, e Portugal todos sabem a significação de taes governos:

A rainha tem um mau ministerio — teima em conserval-o; — a nação levanta-se; — a guerra civil começa:

Triumph a rainha, impõe o tal ministerio á nação;

Triumph a nação, a rainha cede no 1º momento; passada a tempestade, usando do seu direito, torna a nomear o mesmo ministerio, ou um outro peor; e nunca se sahe deste circo vicioso: — Si não fosse uma tragedia pareceria um jogo de crianças.

Fazer depender a constituição social do exercicio abusivo que uma mulher caprichosa e estúpida pode fazer de um direito, é um abuso sem exemplo.

Governo monarchico-constitucional é um absolutismo hypocrita; e nada mais

Dizem « que a republica não offerece estabilidade. »

A republica dos Estados-Unidos que existe e prospera ha 70 annos desmente esta asserção.

O seu governo politico é constituido:

Por um congresso, um senado, e um presidente — eleitos.

No congresso reside essencialmente todo o poder politico: só elle tem a iniciativa; confecciona as leis; declara a guerra; e faz tratados de paz.

O senado é um corpo consultivo e um tribunal politico;

O presidente — um executor das leis.

Ha portanto uma grande unidade politica.

A administração é especialmente municipal, isto é, dirigida por conselhos e funcionarios eleitos.

Dizem « si estes povos são felizes é porque teem outros costumes, outra origem, outra situação. »

« Muitas cousas governam os homens — diz Montesquieu, as leis, as maximas do governo, os exemplos das cousas passadas, os costumes, as maneiras, de que se forma em resultado o espirito geral. »

E' hoje ponto incontraverso que entre as leis e os costumes existe uma acção reciproca.

E' maravilhosa a influencia, que as instituições teem, sobre o que uma nação pôde, ou não pôde fazer; diz Mirabeau:

« Estabelecei leis baseadas na justiça e na verdade, e os costumes melhorarão. »

Dizem — « o que é necessario é applicar as leis que existem, antes de fazer outras. »

Suppondo mesmo que ellas são exequiveis: — Quem quereis vós que as execute?

Um poder constituido de modo que pôde violal-as impunemente?

Forçoso é começar pela organização de um outro poder executivo.

Si em 1640 nos tivessemos constituido em republica, como então fez a Hollanda, teriamos como ella prosperado: não o fizemos, seguio-se a ruina, onde nos precipitou uma dynastia fatal.

Narrar a historia dos Braganças é seguir o fio da nossa decadencia:

Foi o fundador desta raça mesquinha, que fez o nefasto *trazido* de 1631, esse testamento da nossa nacionalidade, pela qual a defesa da nossa honra e da nossa terra foi confiada ao estrangeiro;

Foi esta raça que legalisou a inquisição entre nós;

Quem fez o indigno tratado de 1654, pelo qual concedemos mil privilegios aos inglezes, em menoscabo de nossa dignidade;

Foi ella que fez o tratado de Methuen em 1703, que arruinou a nossa industria em proveito da Inglaterra;

Que fez o tratado atroz de 1810 que deu o ultimo golpe á industria e commercio de Portugal;

Foi ella que abandonou cobardemente a nação á invasão estrangeira em 1807; que faltou ao seu juramento derrubando a constituição de 1820;

Foi ella que nos deu esse governo estúpido de um João 6.º e o cego despotismo e de um Miguel;

Foi ella que arrastou a nação aos horrores da guerra civil desde 1822 até 1834;

Foi essa raça que nos deu uma rainha que levantada por braços livres renegou a sua origem;

Que á generosidade e de um povo, responde com a ingratitude de um monstro;

Que lança o velho Portugal nas convulsões tremendas de uma guerra civil, e o arrasta pelas cans venerandas até ao despotismo ignobil e infame dos Cabraes!

Que chama o estrangeiro para supplantar a nação e manchar-lhe a sua honra e independência;

Que introduz nos seus conselhos esses homens abjectos, stymatisados pela Europa inteira;

Que falta a todas as condições do Protocollo;

Que autorisa moralmente todos os assassinatos e violências exercidas contra o povo nas eleições;

E' essa rainha perjura que quer fundar o seu despotismo de ferro, sobre as ruínas da liberdade portugueza.

Tal é o papel politico, que a rainha e sua corte, tem representado: sempre á frente das facções fez do poder encarregado de executar as leis um foco permanente de rebelião.

Na parte administrativa:

Ha um chamado governo central, que absorve a vida da nação, e trata dos seus interesses particulares;

Que considera o povo como uma massa bruta;

Que distribue os productos do imposto netre agentes encarregados de opprimir ou roubar a nação;

Que transforma o paiz em dominio da corôa e os funcionarios publicos em portadores de listas, ou malsins de eleições;

Que arrecada o imposto das estradas, para o devorar de accordo com uma companhia monstruosa, deixando o paiz coberto de charneca, e de serras intransitaveis;

Que recebe o subsidio litterario para fundar a instrucção publica e não estabelece uma só escola primaria;

Que faz pagar ao povo um exercito de 24.000 homens e tem apenas 10.000 mal pagos, e mal organisados;

Que nomeia administradores geraes, administradores de concelho, provedores de saude, regedores de parochia, para que sejam agente de policia secreta em logar de se occuparem das suas funcções;

Que condemna as municipalidades, as juntas geraes do districto á esterilidade de corpos consultivos, reduzindo-as a escrever relatorios sobre as necessidades dos municipios e provincias, a que nunca se responde;

Que arranja uma camara, especie de maquina, para votar orçamentos sobre orçamentos successivamente devorados no abysmo de improducção;

Que tranforma os estabelecimentos de credito em colos d'agiotagem, e torna impossiveis as empresas uteis pelo juro exorbitante, que um tal abuso proporciona aos capitães;

Que impede todos os progressos moraes, e materiais do paiz paralyzando-lhe as forças vitaes;

Que reduz, enfim, por este modo, a nação a um estado inerte, hepatico, brutal um futuro sem vida; presa infallivel de mesquinhas ambições!

Si desde 1820 a liberdade não tem fecundado entro nós, é porque a forma de governo adoptada é intrinsecamente improductiva, instavel, e impotente;

Adoptemos a forma republicana e a arvore da liberdade produzirá todos os seus fructos.

A nação está abatida, desanimada; só instituições novas, justas, fortes poderão imprimir-lhe um impulso vital.

Na revolução do Porto apresentamos o triste espectáculo de uma nação, que não sabe o que quer—um monarcha tinha violado a constituição, e a inviolabilidade dessa monarcha era proclamada.—Salvemos nos dessa contradicção absurda, arvorando com braço forte, o estandarte logico da republica lusitana.

Si o sofrimento dos nobres males não basta, que nos commova o exemplo da França illustrada.

Esta grande nação é por nós.

A Inglaterra acaba de reconhecer a republica franceza; a intervenção em Portugal tornou-se impossivel.

A Italia agitada pelo genio da liberdade—personalizado em Pio 9.º, vae seguir radiosa o trilho da França.

Os Estados-Unidos, a heroica Suissa, já fraternisaram com a heroica republica.

A confederação germanica, esse grande polypo começa a convulsionar-se na Baviera, no Wurtemberg, em Baden, em Saxe.

A Prussia Rhenana, pelo contacto com a França, já intimida Berlim.

A Austria, esse amalga de raças heterogeneas, principia a decompor-se na Bohemia e Lombardia.

A Belgica, satellite da França, não tardará em seguir-a.

A confragação é geral: O mundo velho vai desabar, como esqueleto em pó ao sopro da civilisação moderna:

A era dos povos chegou

Portugal que abriu ao mundo as portas do Oriente; que proclamou a soberania nacional nos seculos 11.º, 14.º, 17.º, e 19.º, nas suas cortes de Lamego, de Thomar, de Coimbra e de Li-boa; que esteve á frente da civilisação no 15.º seculo, não pôde abdicar a gloria de tão heroicas tradições.

Os descendentes dos Albuquerque e dos Castros vão imprimir o grande movimento á Peninsula Iberica; bem depressa a Hespanha vae seguir-nos;

Todos os povos do Occidente vão formar, com França, a grande liga das nações livres independentes debaixo do estandarte da Fraternidade Universal; tal é o futuro marcado pelo dedo de Deus.

Seja o nosso grito:

Abaixo a tyrannia!

União entre todos os portuguezes!

Viva a Republica!

Convocação de uma assembléa nacional.

TRIBUNAES

Supremo Tribunal Federal

SESSÃO EM 5 DE OUTUBRO DE 1892

Presidencia do Exm. Sr. ministro Freitas
Henriques—Secretario o Sr. Dr. Pedreira.

Presentes todos os Exms. Srs. ministros, menos o Exm. Sr. ministro Barros Pimentel com licença, foi aberta a sessão ás 10 1/2 horas da manhã.

Despachada a correspondencia dos estados, passou a julgar o *habeas-corpus* sob n. 339, de que é relator o Exm. Sr. ministro José Hygino e paciente o negociante Francisco Souto Fontan.

Em vista dos attestados medicos e telegramas de se achar doente o impetrante, pelo que não podia comparecer, entendeu o tribunal preliminarmente dispensar a sua presença; em seguida, relatado o feito, produzida a defesa e discutida a materia, mandou o tribunal que cesse o constrangimento illegal em que tem estado o paciente, julgando incompetente o juiz seccional das Alagoas, que o processou e pronunciou por crime de contrabando,

Votaram pela competencia do juiz seccional os Exms. Srs. Rezende, Amphiphio, Barradas e Aquino e Castro, tendo já este juiz como o Sr. Andrade Pinto votado na preliminar pelo adiamento, até que o paciente pudesse se apresentar.

Foram approvadas e assignadas as relações das sentenças nos processos de revisão criminal sob. n. 30 e agravo de petição de n. 30.

O Exm. Sr. Macedo Soares reclamou por não ter a acta publicada do dia 28 de setembro declarado ter elle e o Sr. José Hygino faltado com justa causa.

O Exm. Sr. presidente preveniu ao tribunal que a seguinte sessão se effectuará terça-feira, 11 do corrente, e não quarta-feira, por ser dia de festa nacional.

Fechou-se a sessão á 1 3/4 hora da tarde.

—O secretario, Pedreira.

Segue-se o parecer do Ex. Sr. procurador geral da Republica, bem como o seu officio dirigido ao Ministerio dos Negocios da Justiça, o qual foi lido em tribunal, tendo já sido publicada a sentença no *Diario Official* de 7 do corrente.

A questão sobre a qual o Supremo Tribunal Federal exige meu parecer por escripto é reproducção da que foi suscitada em nome do Conselho Supremo Militar pelo desembargador adjunto do mesmo conselho, na informação dada em 8 de abril do corrente anno, sobre o processo em revisão do tenente Paulino Felippe Simões, condemnado por crime militar. Uma objecção foi então opposta ao exercicio da attribuição que o art. 81 da Constituição confere nestes termos. Os processos findos em materia crime poderão ser revistos a qualquer tempo em beneficio dos condemnados, pelo Supremo Tribunal Federal, para reformar ou confirmar a sentença. § 3.º As disposições do presente artigo são extensivas aos processos militares. Essa objecção fundou-se na disposição do art. 77 da mesma Constituição, que creou um foro especial para os delictos militares, composto de um Supremo Tribunal Militar, cuja organização e attribuições seriam reguladas por lei, e na disposição do § 1.º do art. 81, assim concebido: A lei marcará os casos e a forma da revisão, que poderá ser requerida pelo sentenciado, por qualquer do povo, ou *ex-officio* pelo procurador geral da Republica. O illustre desembargador formulou a objecção nestes termos: A Constituição Federal de 24 de fevereiro de 1891, art. 77, mantendo o foro especial para os crimes militares, creou um Supremo Tribunal Militar, dependente, porém, de uma lei reguladora de sua organização e attribuições; e no art. 81 facultou ao Supremo Tribunal Federal rever os processos findos, inclusive os militares, em materia crime, «dependente» também essa faculdade de uma lei marcando os casos e a forma da revisão.»

Da combinação destas disposições constitucionaes conclue-se:

1.º, que só depois de organizado e installado o Supremo Tribunal Militar, os processos por elle julgados poderão estar sujeitos á revisão; 2.º, que, enquanto o Poder Legislativo não marcar os casos e a forma de revisão, não pôde ser exercida tal attribuição.

O disposto no art. 9.º, III, do decreto n. 848 de 11 de outubro de 1890, anterior á Constituição, não preenche o intuito desta; e o regimento do Supremo Tribunal Federal não tem, não pôde ter força de lei, porque foi organizado pelo proprio tribunal, em virtude do decreto do Poder Executivo de 26 de fevereiro de 1891, n. 1.

O Conselho Supremo Militar de Justiça, creado nesta cidade pelo alvará de 1 de abril de 1808, investido de attribuições amplas e até discipionarias na applicação dos artigos de guerra de 1763, muitos dos quaes sem declaração da penalidade, autorisado pelo decreto de 20 de agosto de 1777 (que aquelle alvará, art. 6.º, mandou observar) a confirmar, revogar, alterar e minorar as sentenças e penas, todas as vezes que assim o exigir o bem da justiça, tendo as suas decisões prompta execução, não deve estar comprehendido no preceito constitucional da revisão.

Todavia, para que não pareça que houve irregularidade no julgamento do petiçãoário, dir-se-ha o seguinte, etc. (Segue-se a informação solicitada pelo Supremo Tribunal Federal, sobre o processo, minuciosa, lucida e completa.) Em 13 de abril ultimo emitti acerca da questão o seguinte parecer:

Sobre a competência do Supremo Tribunal Federal para rever, a qualquer tempo, em beneficio dos condemnados, os processos criminosos, inclusive os militares, é expressa a Constituição no art. 81 e seu § 3º. Nenhuma disposição ou razão de direito me parece tornar dependente o exercício dessa attribuição da effectividade da nova organização da justiça militar, nos termos do art. 77 da Constituição; pois o legislador constituinte não faz distincção entre os processos findos, antes ou depois dessa organização. «A outra duvida, porém, manifestada pelo Conselho Supremo Militar, sobre a regularidade do exercício da attribuição, antes da lei que, nos termos do § 1º do citado art. 81—marcará os casos e a forma da revisão» foi objecto da deliberação deste egregio tribunal, no acto de organizar seu regimento e não sido varias vezes discutidos por occasião de lhe serem submettidos os processos, objectando um dos seus illustres membros, como agora os não menos illustres do Conselho Supremo Militar, que a Constituição é posterior ao decreto n. 848 de 1890, e portanto as disposições neste contidas sobre os casos e a forma da revisão (art. 9º, III) não satisfaria ao preceito constitucional. «Considerando todavia: que o art. 83 da Constituição declarou em vigor as leis anteriores, no que explicita ou implicitamente não for contrario ao systema de governo firmado pela Constituição e aos principios nella consagrados; que esse artigo ha sido interpretado por todos os poderes constitucionaes como applicavel, não só ás leis do antigo regimen monarchico, mas também aos decretos expedidos pelo governo provisorio da Republica, durante a dictadura, que modificaram, derogaram, revogaram muitas daquellas leis, crearam novas instituições de direito publico e privado, e organizaram a justiça federal e a deste districto, de accordo com os principios do projecto da Constituição por elle elaborados; que entre esses decretos organicos está comprehendido o de n. 848, considerado em vigor por muitos actos do Poder Executivo, do Poder Legislativo e deste egregio tribunal, sem embargo do argumento deduzido da letra da Constituição, segundo o qual estão dependentes de futura lei: (a) a organização em virtude do art. 34 § 26; (b) a criação e distribuição dos juizes e tribunaes federaes, em virtude do art. 35; (c) a especificação e distribuição das attribuições, em face dos arts. 58 § 2º e 60; (d) o processo em face do art. 34 § 23 e 59, ns. II e III; (e) e assim como os casos e fórmulas da revisão, de que se trata, em virtude do art. 81 § 2º; «que as razões de ordem politica e interesse geral da Republica, que determinaram o governo provisorio a decretar, parallelamente e de accordo com o projecto da Constituição, essa nossa organização judiciaria, deferir e distribuir as attribuições, prescrever a forma dos processos, foram submettidas ao Congresso Constituinte no preambulo do decreto n. 848 e no relatorio do ministro da justiça, assim como as razões pelas quaes o Presidente da Republica entendeu autoridade pelo Congresso, a installação da justiça federal e seu exercicio, em conformidade daquelle decreto, constam do preambulo do de n. 1 de 26 de feveiro de 1891; e o Congresso, approvando as nomeações e os vencimentos fixados, nada opondo ao funcionamento dos juizes de 1ª instancia e do Supremo Tribunal Federal, nos termos da lei organica e do seu regimento, tem virtualmente autorizado sua execução nos limites do citado artigo 83 da Constituição.» A maioria dos membros do Supremo Tribunal Federal, por estas e outras razões, tem julgado improcedente a objecção, a qual, si procedesse, annullaria toda a organização da justiça federal e da local do Districto Federal, além dos outros decretos, com que se constituiu a Republica,

e muitos pelos quaes; ainda ella se regê: (Segue-se o parecer sobre o merito do pedido da revisão, no qual conclui pela improcedencia da; a legação do condemnado). «Pela sentença de 18 de junho o Supremo Tribunal, tomando conhecimento do processo, do voto de um de seus membros, declarou não haver na sentença injustiça, nem nullidade. Renova-se agora a questão no presente processo, em que o ex-capitão Chrispim de Mello Ca tró requer a revisão da sentença, pela qual foi expulso do exercito, fundando-se no parecer das comissões da marinha e guerra e das finanças do Senado, n. 115 de 26 de julho ultimo (fls. 4 destes autos) que concluiu pela sua incompetencia para conhecer da injustiça dessa sentença, da qual deixou as comissões o recurso que cabe na especie; é o que está expresso, no art. 81, combinado com o § 3º das disposições geraes da Constituição, e allegando o petiçãoário que, de accordo com este parecer, o Senado deixara de approvar a proposição da Camara dos Deputados, n. 12 de 1891, que lhe concedia reforma.

Accepta e distribuida a petição neste tribunal, o juiz relator, em cumprimento do art. 104 §§ 3º e 5º do regimento, requiriu successivamente a informação do Conselho Supremo Militar, e a remessa do processo ao ajudante general do exercito, em cuja repartição fora archivado, segundo informa o presidente do mesmo conselho.

Reportou-se este ao ponderado em 8 de abril, e o ajudante general ao aviso do Ministerio da Guerra de 17, publicado no *Diario Official* de 20 do dito mez, declarando que, segundo informa a secretaria de Estado dos Negocios da Justiça, o art. 104 do regimento deste tribunal não está em vigor, por não ter sido ainda promulgada a lei de que trata o § 1º do art. 81 da Constituição.

Não tive ainda declaração do governo neste sentido, nem recommendação de aguardar a promulgação dessa lei, afim de promover depois a revisão dos processos que para esse fim tem sido remettidos. Enquanto não sou esclarecido sobre o alcance da referida informação, como solicito nesta data, cumpre-me, em virtude do art. 22, letra d, do decreto n. 848 de 1890, justificar o parecer anteriormente emitido. A intelligencia dada pelo Conselho Supremo Militar, no § 3º do art. 81, combinado com o art. 77 da Constituição, no sentido de ser a revisão dos processos militares tão somente admissivel quando julgados forem pelo futuro Supremo Tribunal Militar, suppõe, a meu ver, tres pensamentos que não podiam estar no espirito do Poder Constituinte da Republica:

1º A sentença do Supremo Tribunal Militar, creado pela Republica, teria menos autoridade que as dos tribunaes militares creados pelo imperio.

2º Os militares condemnados até a installação do futuro tribunal ficariam perpetuamente privados do remedio que a Constituição garante a todos os condemnados e a todo tempo.

3º As penas descricionarias, impostas em virtude de um alvará do governo absoluto de Portugal, que os seus illustres commentadores, generaes Cunha Mattos e Titara, já não admittem sinão com sabias reservas, (Repertorio v. C.—Pena n. 7 a pag. 251 do tomo 2º, Auditor nota 235), seriam menos susceptiveis de erro ou injustiça, mais sagrados e irrevogaveis do que as impostas segundo as leis da Republica.

Si o Senado e o Supremo Tribunal Federal estão em erro sobre a comprehensão do § 3º do art. 81 da Constituição, o meio de restringir a de modo obrigatorio para os poderes politicos é o art. 90, pois, segundo o systema adoptado, nem mesmo a lei interpretativa ordinaria pôde prevalecer em juizo, si ao tribunal parecer contrario ao texto constitucional interpretado.

O que estaria plenamente nas attribuições ordinarias do Poder Legislativo é reduzir até a um só caso a revisão dos processos militares, mas seria pelo menos duvidosa a constitucionalidade da lei que excluísse da reunião as

sentenças crimes de qualquer tribunal: Quanto ao segundo ponto da questão, occorre-me accrescentar ao parecer acima transcripto as seguintes considerações:

Os esclarecimentos prestados pelo Ministerio da Guerra ao ajudante general, no aviso de 17 do corrente, contém essencialmente estas duas proposições: (a) Não foi publicada depois da Constituição lei alguma que determine a forma e os casos da revisão; (b) é inexecutable o art. 104 do regulamento, na falta de lei que determine os casos e a forma da revisão. Mas o regimento cita o decreto n. 848 art. 9º, III, e a questão se reduz a saber si decreto é lei, e si está ou não em vigor nessa parte. Que esse decreto é lei, reconheceu o Poder Executivo, no primeiro decreto que expediu depois de promulgada a Constituição, nestes termos:

O Presidente da Republica, tendo em consideração: «Que promulgada a Constituição, já assestados nas funções, dous órgãos da soberania nacional, o legislativo e o executivo, deve immediatamente entrar em exercicio o judiciario, que completa a triplice divisão do poder publico, em que se firmam as garantias do facto federal; «Que a justiça federal está organizada de conformidade com as bases da Constituição adoptada pelo Congresso e em virtude do decreto n. 848 de 11 de outubro de 1890, tendo sido preferidos nas primeiras nomeações os antigos magistrados, quanto permittiram as conveniencias da organização;

Que o Congresso Nacional, declarando terminado o periodo dictatorial, virtualmente reconheceu se acharem instituidos e em condições de funcçãoar com legalidade os tres órgãos da soberania:

Decreta

Art. 1º O Supremo Tribunal Federal se installará no dia 28 do corrente.

Art. 3º Empossados o presidente e o vice-presidente, o tribunal passará a exercer as suas funções, na forma da Constituição e das leis, observando o regimento do extinto Supremo Tribunal de Justiça, enquanto não organizar o seu, e guardadas as disposições em vigor, do decreto n. 848 de 11 de outubro e dos arts. 218 e 221 do de n. 1030 de 14 de novembro de 1890.

A duvida, pois, se limita ás disposições do art. 9º, III, do decreto n. 848, que regem os casos e forma da revisão, e foram reproduzidas nos arts. 103 e 104 do regimento.

O argumento de serem essas disposições anteriores á Constituição não resolveu a questão, porque, como já foi demonstrado, toda a organização da justiça federal e da local deste districto foi também anterior, e está mantida por todos os poderes da Republica. Toda a duvida procede, pois, de haver o § 1º do art. 81 empregado o verbo no tempo futuro: «A lei marcará os casos e a forma da revisão.»

Mas qual a lei que tinha em mente o autor desta disposição?

Certamente a que «organiza-se a justiça federal nos termos do art. 55 e seguinte, da secção III, como determina o art. 34 § 26 da Constituição; porque, para organisal-a nesses termos, forçoso era determinar os casos e a forma de revisão para o exercicio de attribuição que se contém na art. 58, III, da referida secção—rever os processos findos nos termos do art. 81.»

Ora, o governo provisorio da Republica organisou simultaneamente o projecto da Constituição e o decreto n. 848, distribuindo as disposições relativas ao Poder Judiciario entre a lei fundamental e a lei organica da justiça federal.

O decreto foi largamente fundamentado, e publicado em outubro de 1890 como um complemento necessario ao projecto da Constituição; «afim de que fossem a um tempo e em definitivo constituídos os tres principaes órgãos da soberania nacional, e se executasse do modo mais rapido o programma do governo provisorio na seu ponto culminante— a terminação do periodo dictatorial—» nos proprios termos da exposição de motivos desse

decreto, sendo acrescentado no que justificou o de n. 1030 de 14 de novembro do dito anno o seguinte :

«Os mesmos motivos, que determinaram o governo provisório da Republica a decretar a lei organica da justiça federal, e a organisal-a desde logo neste districto, actuam com igual força para nelle se constituir simultaneamente o Poder Judicial, proprio e soberano, a que tem direito de ser com todos os estados da União.

« O patriotismo do primeiro Congresso da Republica não recusará ao seu primeiro governo intenção não menos patriótica no zelo pressuroso de firmal-a nas solidas bases da lei e da justiça, convocando-o com a maxima brevidade possível e lhe reconhecendo a plenitude do Poder Legislativo federal, proclamando e garantindo as condições essenciaes da independencia do Poder Judicial, e promptamente submettendo á sabedoria do Congresso as organizações não dependentes da autonomia e soberania dos estados. »

O governo que assim exprimia-se ao apresentar esses decretos conjuntamente com o projecto da Constituição não podia ter outro pensamento no art. 78 § 1.º onde está precisamente nos mesmos termos a disposição que passou a ser o § 1.º do art. 81 da Constituição promulgada, sinão referir-se ao decreto n. 848, que submettia ao Congresso como um complemento essencial.

Si, pois, o Poder Executivo da Republica reconheceu no citado decreto n. 1 de 26 de fevereiro de 1891 e no decreto de 7 de março de 1891 que estavam implicitamente approvadas pelo Congresso as organizações da justiça federal e da local do Districto Federal, si declarou a primeira constituida conforme as bases da Constituição adoptada pelo Congresso, si desde então tem o governo remettido processos para serem revistos pelo Supremo Tribunal Federal, difficilmente se comprehende que o exercicio desta attribuição, regulada pelo decreto n. 848 conjuntamente com todas as outras do art. 55 e seguintes da secção 3.ª que se refere o art. 34 § 26 da Constituição, ainda esteja dependente de uma lei pelo unico motivo de não haver sido alterada a modalidade de um verbo que em homenagem ao Congresso o projecto de governo provisório empregou no futuro, como fez e foi conservado em relação ás attribuições de procurador geral da Republica, art. 58 § 2.º, a criação dos juizes e tribunaes federaes, art. 55, aos vencimentos dos membros deste tribunal, art. 77 § 1.º, que tudo continúa a ser regulado pelo citado decreto n. 848.

E' certo que em sessão da Camara de 7 de julho de 1891, o Sr. deputado Casemiro Junior suscitou duvida sobre a necessidade de lei para regular attribuições, como a de que se trata, por parecerem dependentes de futuras disposições legislativas, e na sessão de 9 foi approvada sua indicação para ser o decreto n. 848 submettido á comissão de constituição, mas até hoje não foi dado ou reclamado o parecer; nenhuma voz se levantou no Congresso contra a plena execução dos decretos ns. 848 e 1030, ou contra o regimento deste tribunal, publicado no *Diario Official* em agosto de 1891, e que o Congresso teve occasião de examinar, verificando as disposições da lei em que se funda, ao discutir o projecto convertido na lei n. 27 de 7 de janeiro deste anno, a qual o manda observar nos processos de que trata o art. 81.

Finalmente, para responder ao argumento de que ao decreto do governo provisório ainda estão todas dependentes da revisão do Poder Legislativo, eu me reporto ao parecer junto de uma das comissões do Senado, presidida pelo principal redactor da Constituição, que discute esse ponto melhor do que eu poderia fazel-o.

E' o parecer n. 233, publicado no *Diario do Congresso* n. 113 de 24 deste mez. A sabedoria do tribunal resolverá o que for mais acertado.

Capital Federal, 21 de setembro de 1892. — O procurador geral da Republica, *Barão de Sobral*,

Procurador Geral da Republica dos Estados Unidos do Brazil—Capital Federal, 27 de setembro de 1892.

Senhor Ministro.

O Supremo Tribunal Federal, em sua ultima sessão, requisitou meu parecer, por escripto, sobre a recusa de informações e remessa do processo, cuja revisão fora requerida pelo ex-capitão Chrispim de Mello Castro, expulso do exercito por crime militar, visto haver o Conselho Supremo Militar insistido em não serem as suas sentenças sujeitas á revisão, conforme anteriormente pondera, por intermedio do desembargador adjunto, em officio de 8 de abril deste anno e fundar-se o ajudante general do exercito no aviso do Ministerio da Guerra de 17, publicado no *Diario Official* de 20 do corrente mez, para não remetter o processo requisitado pelo juiz relator, em virtude do art. 9.º, III, § 6.º do decreto n. 848 de 11 de outubro de 1890, e do art. 104 §§ 3.º e 7.º do regimento do Supremo Tribunal.

Incumbindo-me pelo art. 22 (letra d) do decreto citado defender a jurisdicção do tribunal, e tendo anteriormente emittido parecer sobre questão identica, entendi do meu dever justifical-o e submeter á alta apreciação do governo meu officio, junto por cópia, visto se fundar o citado aviso do Ministerio da Guerra em uma informação da secretaria de Estado dos Negocios da Justiça, da qual é deduzida a opinião de ser illegal o exercicio, em que ha mais de anno está o Supremo Tribunal Federal, da attribuição de rever os processos criminaes findos, grande numero dos quaes teem sido para esse fim remettidos pela mesma secretaria.

Tenho sempre sustentado que o decreto n. 848 é lei, em virtude da autoridade conferida ao governo provisório, do assentimento do Congresso, ao qual foi presente com o caracter de lei organisadora da justiça federal, cujas bases estavam lançadas no projecto de Constituição, e em virtude ainda do decreto n. 1 do Presidente da Republica, que é um dos actos de transição do regimen da dictadura para o constitucional.

Foi incluido no regimento de 8 de agosto de 1891 o processo da revisão das condemnações criminaes, sem embargo do § 1.º do art. 81 da Constituição invocada por um dos ministros do tribunal, porque a forma e os casos da revisão estão marcados no decreto n. 848, art. 9.º, III e porque a apparente dependencia de lei futura no invocado preceito constitucional é commun a todos os relativos á organização da justiça (art. 34 n. 26 da Constituição), á criação dos juizes e tribunaes (art. 55), aos seus vencimentos (art. 57 § 1.º), ás attribuições do procurador geral da Republica (art. 58 § 2.º), á distribuição de funções entre os juizes e os tribunaes (art. 60), ás leis processuaes (art. 34 n. 23), parecendo por isso que, si essa dependencia apparente não annulla os decretos ns. 848 de 1890 e n. 1 de 1891 no tocante á instalação, funcionamento, direitos dos juizes e tribunaes, não os annulla também no tocante aos seus encargos em beneficio dos condemnados.

A dependencia é apparente, porque o governo provisório formulou e apresentou ao Congresso simultaneamente o projecto da Constituição e a lei organica da justiça federal, aquelle com todos os referidos preceitos de futuro (arts. 33 ns. 24 e 27, 54, 57 § 2.º, 58, III, 59, 78 § 1.º do projecto da Constituição), esta, que é o decreto n. 848, com uma exposição dos motivos pelos quaes o mesmo governo se apressou a formular a lei futura, a que se referiam aquelles preceitos, decretando-a para entrar em vigor depois de approvadas as bases constitucionaes, em que se fundava (art. 223 do decreto n. 1030).

Deste processo rapido e extraordinario, suggerido ao governo provisório pela necessidade urgente de pôr termo á dictadura e de constituir a um tempo os tres órgãos da soberania em condições de funcionarem, resultou que a approvação das bases respectivas do projecto da Constituição foi a sancção dos decretos ns. 848 e 1030 sobre ellas constituidas,

e publicadas pelo poder dictatorial para terem todo o vigor da lei depois da promulgação da Constituição em tudo que por este não fosse alterado.

Assim o entendeu o Presidente da Republica nos citados decretos de 25 de fevereiro e 7 de março de 1891, assim o tem entendido todos os poderes politicos até hoje.

Não foram, no regimento, exceptuados da revisão os processos militares, porque não permittim o art. 9.º III, do decreto n. 848 e o § 3.º do art. 81 da Constituição, sendo, além disso, sabido que o Congresso rejeitou a emenda da comissão dos 21 representantes, que conferia ao Supremo Tribunal Militar a revisão de taes processos.

Aguardando, entretanto, os esclarecimentos que for servido prestar-me o governo.

Suade e fraternidade.—Sr. ministro e secretario de Estado dos negocios da justiça.—O procurador geral da Republica, *Barão de Sobral*.

Junte-se aos autos.

NOTICIARIO

Junta Commercial—Sessão em 15 de setembro de 1892—Presidente, coronel Castilho Maia — Secretario, Cesar de Oliveira.

Presentes o presidente Castilho Maia e os deputados Souza Ribeiro, Goulart, Torres, Guimarães e Santos e o secretario Cesar de Oliveira, faltando com participação o deputado Lemos, abriu-se a sessão.

Foi lida e approvada a acta da sessão antecedente.

O expediente constou de :

Officio de 31 do mez findo, do juiz da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal, Dr. Affonso Lopes de Miranda, communicando achar-se extinta a parte da fiança prestada por Felipe Corrêa de Mesquita Braz a favor do ex-agente de leilões Martiniano de Souza Pinto, e desembaraçada a parte do outro fiador Henrique Harper.—Mandou-se tomar nota.

Officio de 5 do corrente, do presidente da Junta Commercial de S. Salvador, accusando o recebimento do desta junta, de 24 do mez findo, com referencia á cassação da carta de matricula de commerciante concedida a Ernesto Paulo Lacase.—Mandou-se archivar.

Requerimentos—De Manoel Joaquim de Macedo Sobrinho, para sua matricula de commerciante.—Deferido.

De Thomaz S. Newlands, para se lhe passar titulo de corretor de fundos publicos, desta praça, á vista do instrumento de sua fiança prestada em moeda corrente.—Deferido.

Da Companhia Brasileira Torrens, para carta de registro do vapor *Ceres* de sua propriedade.—Deferido.

De L. F. da Fonseca, para o registro de sua marca de massa de tomate, denominada—Imitativa—Deferido.

De Carneiro & Guimarães, para o registro de sua marca de herva matte.—Deferido.

De Calier freres, para o registro de sua marca de bebidas alcoolicas.—Deferido.

De les fils de Cartier Bresson, para o registro das suas marcas de linhas e algodão.—Faz-se o registro das marcas « mouliné double et véritable algerien », renovando-se o das outras.

De Gabriel Alfred Grezier, para a renovação do registro das suas marcas de licores e outros productos da Grande Chartreuse.—Faz-se o registro das marcas do elixir vegetal e do especifico para a conservação dos dentes renovando-se o das outras.

Da Companhia Industrial de Stearina, para o registro das marcas dos productos da sua fabrica.—Designa os productos a que a marca se destina.

De Adele Coccoza de Giuseppi, para o depoimento de certidão do registro da sua marca de xarope pagliano com um exemplar do *Diario Official* em que o publicou.—Deferido.

De Bord & Comp., successores de Meuron & Comp., actuaes proprietarios das marcas registradas por aquella firma na Junta de S. Salvador e do Recife, para serem archivados os exemplares do *Diario da Bahia* e do *Diario de Pernambuco* em que publicaram a annotação da transferencia das ditas marcas. — Apresentem os certificados da annotação feita no registro das marcas.

Da Companhia Brasileira de Salitras Terras e Construccões, para ser archivada a acta da assemblea geral de 19 de agosto ultimo, que approvou a reforma dos seus estatutos. — Deferido.

Da Companhia de Materines e Melhoramentos da Cidade do Rio de Janeiro, para ser archivada a acta da assemblea geral de 27 de agosto ultimo, sobre identico objecto. — Deferido.

Da Companhia Industrial Cimento Brasileiro, para ser archivada a acta da assemblea geral de 16 de agosto ultimo, que declarou sem effeito a deliberação anterior quanto a mudança da sede da supplicante, e autorizou a venda de todos ou parte dos seus bens. — Deferido.

Da Companhia Vargista de Calçado, para ser archivada a acta da assemblea geral de 16 do mez findo, que resolveu a sua liquidación. — Deferido.

Da Companhia Imprensa Commercial do *Diario do Commercio*, para ser archivada a acta da assemblea geral de 3 de corrente, que resolveu a sua dissolução. — Deferido.

De Duarte Ferreira Martins, para serem archivadas as escripturas pelas quaes adquirio o acervo de Comp. União dos commerciantes. — De-se baixa nos estatutos archivados.

De Guimarães Vieira, Comp., Iglesias & Campos; Castro Irmão & Comp., Diogo Fonseca & Comp., Tupinambá & Borges para o archivamento dos seus contractos sociaes. — Deferidos.

De Benedicto & Comp. para o archivamento do seu contracto social. — Declar. m o domicilio da sociedade.

Do Haupt & Bicher, para ser reconsiderado o despacho que mandou regularizar a sua firma social por não conter o additamento — a companhia com referencia á socia commanditaria. Não procede a replica, á vista da disposição do art. 3º § 2º do Dec. n. 916 de 24 de outubro de 1890, em que se fundou o despacho anterior, e da doutrina do aviso do ministerio da justiça de 17 de julho de 1891 applicavel ao caso por identidade de razão.

De Evangelina Maria Sampaio de Aquino, para ser archivada a escriptura pela qual comprou a parte de commanitaria da firma Paulo Lacerda & Comp. — Deferido.

De V. de Carvalho & Comp. e Augusto José de Almeida & Comp., para o archivamento dos seus distractos sociaes. — Deferidos.

De Antonio Eduardo da Silva Santos, Francisco Alves Machado, D. Seidemann, Carneiro & Guimarães, Guilherme de Oliveira & Comp., Horta & Fernandes, Rodrigues Lacerda & Comp., Velasco & Guimarães e Guimarães & Pinto para o registro de suas firmas commerciaes. — Deferidos.

De Costa, Rocha, Meneses Comp. para ser transferido aos supplicantes o «Copiador» embranço da extincta firma Costa, Rocha, Meneses & Comp. — Deferidos. Está conforme.

Escola Nacional de Bellas Artes — As galerias desta escola foram hontem visitadas por 365 pessoas.

Hoje, á 1 hora da tarde, na galeria n. 1 d. escola, o professor Charles Gustave Paille fara conferencia sobre archeologia e ethnographia.

Correio — Esta repartição expedirá hoje malas:

Pelo *Aquitaine*, para Santos, Rio da Prata e Paraguay, recebendo impressos até ás 3 horas da tarde, cartas para o interior até ás 3,12, ditas com porte duplo e para o exterior até ás 4, objectos para registrar até ás 3 idem.

ALFANDEGA DE PERNAMBUCO

MAPPA DEMONSTRATIVO DO RENDIMENTO DA ALFANDEGA DE PERNAMBUCO NO MEZ DE AGOSTO DE 1892, COMPARADO COM O DE IGUAL MEZ DE 1891

Denominação das rendas	1892	1891	Differenças	
			Para mais	Para menos
Direitos de importação				
Para consumo.....	820:582\$530	651:255\$574	169:326\$952	
Imposto de 40 % sobre o fumo.....		\$200		\$200
Expediente de 5 % dos generos livres de direitos de consumo.....	32:246\$225	20:796\$957	11:449\$268	
Das capatazias.....	1:204\$090	2:893\$862		1:689\$772
Armazenagem.....	6:442\$497	9:893\$815		3:451\$318
Despacho marítimo				
Imposto de pharoes.....	3:400\$000	3:300\$000	100\$000	
Dito de docas.....	1:544\$700	877\$020	667\$680	
Adicionaes de 60 %.....	174:878\$276		174:878\$276	
Ditos de 50 %.....	84:296\$967		84:296\$967	
Ditos de 10 %.....	3:597\$253		3:597\$253	
Exportação				
Direitos de 9 %.....		7:024\$377		7:024\$377
Ditos de 5 %.....		10:050\$512		10:050\$512
Interior				
Renda das matriculas nos estabelecimentos de instrucção superior.....	3:960\$000	6:160\$000		2:200\$000
Foros dos terrenos de marinha.....	77\$806	31\$235	46\$371	
Laudemios.....	1:278\$850	855\$450	423\$400	
Premios de depositos publicos		12\$000		12\$000
Sello do papel proporcional por verbas.....	1:094\$400	2:831\$865		1:737\$465
Fixo por verbas.....	2:709\$200	1:935\$020	774\$180	
Adhesivo.....	11:426\$900	19:053\$400		7:626\$500
Imposto de transmissão de propriedade de 5 % da venda de embarcações.....	470\$000	1:005\$500		535\$500
Dito de 6 % dos bens de raiz.....		11:475\$991		11:475\$991
Dito de industrias e profissões.....		50:852\$190		50:852\$190
Dito sobre subsidio e vencimentos.....		32\$000		32\$000
Granga da divida activa.....	74\$660	653\$000		578\$340
Extraordinaria				
Indemnizações por custas da Fazenda.....		3\$000		3\$000
Receita eventual comprehendida as multas por infracções de leis ou regulamentos.....	1:800\$780	1:838\$170		37\$390
Differença de cambio pela venda de C.....	782\$348	227:738\$671		226:956\$323
Producto do imposto adicional de 5 %.....	3\$650	23\$950		20\$300
Deposito				
De diversas origens.....	3:697\$172	5:381\$817		1:684\$645
Publicos.....	2:586\$500	586\$500		586\$500
Contribuição de caridade.....	2:434\$565	2:301\$995	132\$570	
Somma.....	1.158:002\$675	1.033:864\$071	445:692\$927	326:554\$323

RECAPITULAÇÃO

Demonstração das rendas	1892	1891	Differenças	
			Para mais	Para menos
Importação.....	860:475\$348	648:840\$408	175:634\$940	
Despacho marítimo.....	4:944\$700	4:177\$020	767\$680	
Adicionaes.....	262:772\$496		262:772\$496	
Exportação.....		17:074\$889		17:074\$889
Interior.....	21:091\$616	94:897\$651		73:806\$035
Extraordinaria.....	2:586\$778	229:603\$791		227:017\$013
Depositos.....	6:131\$737	8:270\$312		2:138\$575
Total.....	1.158:002\$675	1.038:864\$071	439:175\$116	320:036\$511

Differença para mais 119:138\$604.

Segunda secção da Alfandega de Pernambuco, 1 de setembro de 1892. — O chefe de secção interino, M. Antonio de Araújo — O 2º escripturario, José Monteiro Pessoa.

Abastecimento de agua — Os diversos mananciaes forneceram:

No dia 30 de setembro de 1892

Tinguá e Commercio.....	59.357.000
Maracanã e afluentes.....	20.036.000
Macacos e Cabeça.....	14.413.000
Carioca e Morro do Inglez.....	4.621.000
Andarahy e Tres Rios.....	8.441.000
Além das outras derivações antes do Pedregulho, o reservatório de S. Christovão recebeu.....	3.673.000
e o do Morro da Viuva.....	814.000

No dia 1 de outubro de 1892:

Tinguá e Commercio.....	58.858.000
Maracanã e afluentes.....	15.214.000
Macacos e Cabeça.....	10.330.000
Carioca e Morro do Inglez.....	4.086.000
Andarahy e Tres Rios.....	7.415.000
Além das outras derivações antes do Pedregulho, o reservatório de S. Christovão recebeu.....	3.673.000
e o do Morro da Viuva.....	836.000

No dia 2:

Tinguá e Commercio.....	58.752.000
Maracanã e afluentes.....	15.024.000
Macacos e Cabeça.....	10.391.000
Carioca e Morro do Inglez.....	3.945.000
Andarahy e Tres Rios.....	6.862.000
Além das outras derivações antes do Pedregulho, o reservatório de S. Christovão recebeu.....	3.673.000
e o do Morro da Viuva.....	857.000

No dia 3:

Tinguá e Commercio.....	58.234.000
Maracanã e afluentes.....	14.007.000
Macacos e Cabeça.....	9.384.000
Carioca e Morro do Inglez.....	3.681.000
Andarahy e Tres Rios.....	6.699.000
Além das outras derivações antes do Pedregulho, o reservatório de S. Christovão recebeu.....	3.673.000
e o do Morro da Viuva.....	736.000

Observatorio Astronomico

—Resumo meteorologico dos dias 4 e 5 de outubro de 1892.

N.º de ordem	Dias	Horas	Barometro a 0m	Termometro Centigrado	Temper. do vapor	Humidade Relativa
1	4	7 hs. da noite..	755.69	21.1	13.78	74.2
2	5	1 . . . manhã..	754.62	20.2	13.82	78.9
3	7	7	752.02	18.7	14.12	68.0
4	1	1 tarde..	750.27	20.2	15.61	81.0

—Thermometro desabrigado ao meio-dia; enegrecido 20,0, prateado 22,0.

Temperatura maxima 20,0.

Temperatura minima 17,0.

Evaporação 1,5.

Ozone 6.

Chuva dia 4 ás 7 horas da noite.

Dia 5 ás 7 horas da manhã 8 m/m 24.

Velocidade media do vento em 24 horas 3^m, 4.

Estado do céu

1) 0,8 encobertos por cirro-cumulus e cumulo, vento SE 5^m, 2.

2) 0,7 encobertos por cirrus, cirro-cumulus e cumulo-nimbus, vento SE 3^m, 0.

3) 0,8 encobertos por cirro-cumulus, cumulo-nimbus e nimbus, vento S 4^m, 2.

4) 10, encobertos por cirro-cumulus, cumulo-nimbus e nimbus, vento nullo.

Observações simultaneas: — Dia 4. — Rio Grande do Sul, barom. 760,10, therm.cent. 18,0—céo encoberto, vento N. E. fresco. Ha névoeiro.

Santa Casa da Misericordia

—O movimento do hospital da Santa Casa da Misericordia, dos hospícios de Nossa Senhora da Saude, de S. João Baptista, de Nossa Senhora do Socorro e de Nossa Senhora das Dores; em Cascadura, foi, no dia 5 do corrente, o seguinte:

	Nac.	Est.	Total
Existiam.....	783	632	1.415
Entraram.....	12	17	29
Sahiram.....	7	4	11
Falleceram.....	5	3	8
Existem.....	783	642	1.425

O movimento da sala de exames e dos consultorios publicos foi, no mesmo dia, de 250 consultantes, para os quaes se aviaram 305 receitas.

E no dia 6:

	Nac.	Est.	Total
Existiam.....	783	642	1.425
Entraram.....	22	14	36
Sahiram.....	5	12	17
Falleceram.....	1	3	4
Existem.....	799	641	1.440

O movimento da sala do banco e dos consultorios publicos foi, no mesmo dia, de 186 consultantes, para os quaes se aviaram 251 receitas.

Fizeram-se 10 extracções de dentes.

Obituário—Sepultaram-se no dia 6 do corrente 19 pessoas, fallecidas de:

Accesso pernicioso....	1
Febres.....	1
Outras causas.....	17
	19
Nacionais.....	14
Estrangeiros.....	5
	19
Masculino.....	11
Femenino.....	8
	19
Maiores de 12 annos...	10
Menores de 12 annos..	9
	37

Indigentes, 3.

EDITAES E AVISOS

Intendencia Municipal

FISCALISAÇÃO DE MACHINAS

Pela repartição de fiscalisação de machinas se faz publico para conhecimento dos interessados que a sociedade anonyma Belldromo Nacional requereu licença para o assentamento de um gerador de vapor de primeira cathogoria no predio n. 158 da rua do Lavradio na freguezia de Sant'Anna.

Capital Federal, 30 de setembro de 1892.—Pelo chefe da fiscalisação, *Henrique Salgado*.

FISCALISAÇÃO DE MACHINAS

Pela Repartição de Fiscalisação de Machinas se faz publico para conhecimento dos interessados que Jannuzzi, Vieira, Camisão & Comp. requereu licença para o assentamento de um gerador de vapor de primeira cathogoria na rua da Relação n. 3, na freguezia de Santo Antonio.

Capital Federal, 30 de setembro de 1892.—Pelo chefe da fiscalisação, *Henrique Salgado*.

FISCALISAÇÃO DE MACHINAS

Pela repartição de fiscalisação de machinas se faz publico para conhecimento dos interessados que a Empresa de Crina Vegetal requereu licença para o assentamento de um gerador de vapor de 2^a cathogoria no edificio numero 28 da Praça da Acclamação, na freguezia de Sant'Anna.

Capital Federal, 28 de setembro de 1892.—Pelo chefe da fiscalisação, *Henrique Salgado*.

Intendencia Municipal

CONCURSO PARA O LUGAR DE AMANUESENDA SECRETARIA

De ordem do Sr. Dr. presidente da Intendencia, fica nesta data aberto o concurso para o lugar vago de amanuense da secretaria, em vista do que convida-se os candidatos ao dito logar a apresentarem, no prazo de 30 dias, a contar de hoje, seus requerimentos instruidos de folha corrida, certidão de idade e attestações de suas habilitações para o cargo.

Na conformidade do art. 22 do regulamento de 27 de setembro de 1883 os candidatos provarão a idade de 21 annos completos, mostrando-se habilitados nas seguintes materias:

- o) calligraphia e redacção official;
- b) gramatica nacional e principios geraes de historia e geographia universal, especialmente do Brazil;
- c) arithmetica e algebra até equações;
- d) linguas: franceza e ingleza (traducção corrente dellas).

Os exames consistirão em provas escriptas e oraes sobre pontos tirados á sorte nos dias dos actos.

Os graduados nas faculdades, ou cursos de instrução superior são dispensados dos exames, mas não do concurso.

Secretaria do Conselho de Intendencia Municipal, 5 de outubro de 1892.—*J. A. de Magalhães Castro, Sobrinho*, secretario.

DIRECTORIA DA AFERIÇÃO

De ordem do Conselho da Intendencia Municipal, previne-se aos Srs. commerciantes das freguezias de Jacarepaguá, Campo Grande, Guaratiba e Santa Cruz, que o prazo para a aferição, revista dos pesos, medidas e balanças das ditas freguezias principia em 1 de outubro e termina no dia 31 do mesmo mez, incorrendo na multa da respectiva postura aquelles que deixarem de se apresentar no referido prazo.

Directoria da aferição, 1 de outubro de 1892.—O director, *Antonio Trovão*.

CONCURRENCIA PARA A DOPRA DE 200 QUARTOLAS DE SEBO

O cidadão Dr. presidente da Intendencia Municipal deliberou mandar prorogar a concurrencia para a compra de 200 quartolas de sebo, existentes no Matadouro de Santa Cruz, devendo os pretendentes enviar suas propostas, em carta fechada á secretaria municipal, até ao dia 13 do corrente mez, com a declaração do preço afim de ser preferida a proposta mais vantajosa.

Secretaria Municipal, 5 de outubro de 1892.—*J. A. de Magalhães Castro Sobrinho*, secretario.

DIRECTORIA DE OBRAS

De ordem do cidadão Sr. Dr. director se faz publico que no dia 14 do corrente mez, ás 11 horas, se recebem propostas para a reconstrucção da muralha á rua do Mauá (em Santa Thereza), as quaes deverão ser entregues e logo após abertas em presença dos proponentes no gabinete do cidadão Dr. intendente de obras.

O deposito prévio para garantir as propostas é de 5% da quantia de 18:968\$983, em que está orçada a mesma obra.

As propostas devem conter os preços em globo, por extenso e em algarismos e bem como a indicação da morada dos proponentes.

Os proponentes deverão observar e cumprir as disposições da resolução de 19 de fevereiro de 1874.

Directoria de Obras da Intendencia Municipal, 8 de outubro de 1892.—*Francisco Filgueiras Junior*, 1^o official.

O conselho de Intendencia Municipal manda fazer publico que fica concedido o prazo de 60 dias, a contar desta data, para execução de postura abaixo transcripta, e que, findo esse prazo, serão pelos engenheiros municipais feitas as respectivas verificações e executados os trabalhos pela municipalidade á custa dos proprietarios, que incorrerão nas penas constantes dos arts. 9^o e 10.

Postura municipal sobre aparelhos de esgotos domiciliares approvada em sessão de 31 dezembro de 1891.

Art. 1.º Ficam desde já obrigados os proprietários de predios urbanos, na Capital Federal, a fazer executar, nos aparelhos de esgoto dos referidos predios os melhoramentos indispensaveis e urgentes que pelas autoridades sanitarias lhes forem indicadas.

Art. 2.º Esses melhoramentos, a dem medidas de asseio e concertos ou reparos necessarios, consistirão, particularmente, na adopção de caixas de lavagens em todos os aparelhos de syphão simples, collocados no pavimento terreo dos predios que ainda não o possuem, e na ventilação do tubo principal da descida de immundicies em cada casa, assim como na ventilação dos syphões dos aparelhos installados em quaesquer pavimentos, seja qual for o systema das bacias.

Art. 3.º As caixas de lavagem terão a capacidade de seis a dez litros; serão de ferro fundido, e funcionarão em descargas intermitentes, subitas, provocadas ou automaticas; quando automaticas, as descargas só se effectuarão de duas em duas horas, mediante gradação conveniente dos registos, com o fim de evitar-se desperdicio de agua.

Art. 4.º Além dos aparelhos de esgoto, os receptáculos domiciliares de aguas servidas e mictorios em communicação immediata com tubo principal de descarga de immundicies na rede subterranea actual, deverão ser dotados de syphões em seu percurso, antes da junção aquelle tubo.

Art. 5.º Nos predios em que o numero de aparelhos installados for insufficiente, attenta a quantidade de pessoas que nelles residirem, os proprietarios ou arrendatarios serão obrigados a fazer collocar outros, de modo que se guarde sempre a proporção maxima de um aparelho de esgoto para 20 individuos.

Art. 6.º Nas novas installações domiciliares, a contar da data da presente postura, tanto em predios existentes, como nos que forem construindo, a situação dos aparelhos de esgoto será sempre feita de accordo com as indicações da autoridade sanitaria.

Art. 7.º Nos predios em que for actual mente impossivel melhorar os aparelhos existentes, por se acharem pessimamente collocados ou irremediavelmente arruinados, os proprietarios serão obrigados a substitui-los, mediante intimação das autoridades sanitarias.

Art. 8.º Para execução das obras, melhoramentos e reparos, nos termos da presente postura, marcará em cada casa, a Intendencia, prazo razoavel, ouvido o engenheiro municipal do districto respectivo, e solicitará da Inspectoria Geral de Hygiene indicação das casas que carecerem dos melhoramentos a que se referem os artigos antecedentes, providenciando sobre execução das obras precisas, do que fará communicação immediata ao proprietario. Esta communicação substituirá a intimação, para della decorrer o prazo dentro do qual deva ser executado o melhoramento e satisfeitas as despesas.

Art. 9.º As despesas correrão por conta dos proprietarios e, no caso de recusa ao pagamento, a municipalidade fará a cobrança executivamente afim de indemnizar-se da despesa.

Art. 10. Aes proprietarios, ou seus representantes, que se oppuserem á realisacão de qualquer dos melhoramentos indicados, será imposta a multa de 30\$ e do dobro na reincidencia.

Art. 11. Revogam-se as disposições em contrario.

Sala das sessões, 31 de dezembro de 1891.—Está conforme.—*J. A. de Magalhães Castro Sobrinho*, secretario.

E para que chegue a noticia de todos mandou lavrar, fixar e publicar pelo imprensa o presente edital.

Capital Federal, 22 de setembro de 1892.—*Dr. C. Barata Ribeiro*, presidente.—*J. A. de Magalhães Castro Sobrinho*, secretario.

Intendencia Municipal

(Serviço medico municipal)

Pela secretaria do conselho de Intendencia Municipal, se faz publico que foi distribuido o serviço medico municipal para o corrente mez de outubro, de ordem do Dr. presidente, do seguinte modo:

- 1.º districto:
S. José, Dr. Souza Lobo.
Sacramento, Dr. Isidoro de Moraes.
 - 2.º districto:
Candelaria, Dr. Aureliano Garcia.
Santa Rita, Dr. Sant'Anna.
 - 3.º districto:
Sant'Anna, Dr. Rego Barros.
 - 4.º districto:
Santo Antonio, Dr. Geraque Murta.
 - 5.º districto:
Espirito Santo, Dr. Caetano Martins.
 - 6.º districto:
Engenho Velho, Dr. Nuno Lossio.
 - 7.º districto:
S. Christovão, Dr. Mello Moraes.
 - 8.º districto:
Gloria, Dr. Arthur Pacheco.
 - 9.º districto:
Lagôa, Dr. Eduardo Pinheiro.
Gavêa, Dr. Joveniano Romero.
 - 10.º districto:
Ilha do Governador e Paquetá, Dr. Deocleciano Doria.
 - 11.º districto:
Engenho Novo, Dr. Luiz Teixeira.
 - 12.º districto:
Inhaúma e Irajá, Dr. Archias Cordeiro.
 - 13.º districto:
Jacarépaguá e Campo Grande, Dr. Alves Barbosa.
 - 14.º districto:
Guaratiba e Santa Cruz, Dr. Cardoso Pires.
 - 15.º districto:
Estatão de S. Diogo, Drs. Caetano Martins Rego Barros.
 - 16.º districto:
Mercados, Dr. Aureliano Garcia.
- e Secretaria do Conselho de Intendencia Municipal, 1 de outubro de 1892.—O secretario, *J. A. de Magalhães Castro Sobrinho*.

DIRECTORIA DE OBRAS

De ordem do cidadão Dr. director se faz publico que no dia 16 do corrente, ás 11 horas, se recebem propostas para a reconstrução do calçamento da rua Esperança, as quaes deverão ser entregues e logo após abertas em presença dos proponentes no gabinete do cidadão Dr. intendente de obras.

O deposito prévio para garantir as propostas é de 5 %, da quantia de 11:288\$190, em que está orçada a mesma obra.

As propostas devem conter as peças de unidade, extenso e em algarismos, e bem como a indicação da morada dos proponentes.

Os proponentes deverão observar e cumprir as disposições da resolução de 19 de fevereiro de 1874.

Directoria de Obras da Intendencia Municipal, 8 de outubro de 1892.—O 1.º official interino, *A. Machado*.

Recebedoria

FAZENDA DE SANTA CRUZ

Requereram aforamentos de terrenos em Santa Cruz os seguintes cidadãos:

Pedro Rico, 66 metros na Estrada Geral, proximo ao Canal Falso.

Antonio José de Araujo, 11 metros encravados entre terras do mesmo e uma rua, na Estrada Geral.

Alfredo Manso Sayão, 88 metros no largo do Canal Falso, entre o rumo de Piahy com Santa Cruz e o caminho de Sepetiba.

João Gomes de Oliveira, 66 metros na Estrada Geral.

Pedro Affonso de Oliveira Montauray, 44 metros na Estrada Geral.

Ignacio Fernandes Machado, 44 metros na Estrada Geral.

José Trindade, 22 metros, no lugar denominado Gallinheiro.

João José Pereira das Neves, 44 metros no morro da Boa Vista.

Os proponentes sujeitam-se ás instrucções de 30 de outubro de 1891 que, entre outras obrigações, estipula a de fazer dentro de um anno, construcções pelo menos no valor do terreno.

Quem pretender estes terrenos apresente até ao dia 10 de outubro vindouro requerimento dirigido ao Sr. ministro da Fazenda por intermedio desta Recebedoria ou da Superintendencia de Santa Cruz.

Recebedoria da Capital Federal, 21 de setembro de 1892.—O administrador, *J. C. Cavalcanti*.

Recebedoria

FAZENDA DE SANTA CRUZ

Recebem-se nesta recebedoria até ao dia 15 de outubro propostas para o aforamento dos lotes ns. 1 a 8, 16 a 19 e 32 a 41 da área das senzalas, devendo os proponentes declarar o preço que offerecem pelo gradil de ferro e muralha existente nos lotes ns. 16 e 17 e sob as condições das instrucções de 30 de outubro de 1891.

Até ao mesmo dia recebem-se também propostas para arrendamento de 13 1/2 alqueires de terras, pertencentes á antiga fazenda do Bom Jardim e que foram aforadas ao Marquez Quixeramobim; versando a concorrência sobre o preço annual de cada alqueire e o prazo de arrendamento.

Recebedoria da Capital Federal, 23 de setembro de 1892.—O administrador, *J. C. Cavalcanti*.

Relação a que se refere o edital acima

Companhia Colonisadora e Industrial.
Companhia Colonial S. Paulo e Paraná.
Companhia Lavoura e Colonisação de São Paulo.

Companhia Agricola do Parapanema.
Companhia Metropolitana do Paraná.
Companhia Estrada de Ferro Rio Doca e Cuieté.

Companhia de Colonisação Agricola e Viação Ferrea.

Francisco das Chagas Pinto Salles.

Custodio Justino das Chagas.

Gaudencio Pereira de Quadros.

Jacinto Machado Bittencourt.

João Enet.

Barão de Monte Carmello.

Manoel Pereira Goulart.

José Celestino de Oliveira.

Barão de Castro Lima.

Joaquim de Lacerda Franco.

Luiz Antonio de Assumpção.

Companhia Brazil Agricola.

Conde de Moreira Lima.

Capitão João de Figueiredo Rocha.

Eloy Pombo de Camargo.

Companhia Mogy Limeira.

Dr. Gustavo de Oliveira Godoy.

Dr. Victor Pereira Godinho.

Dr. Custodio José da Costa Cruz.

Antonio Pinto Palmeira da Fontoura.

Viuva Manhães & Comp.

Companhia Estrada de Ferro de Cabo Frio.

Companhia Ceres Brasileira.

Dr. Manoel Lavrador.

Companhia Manufatura de Massas Alimenticias.

Afonso da Cunha Brillhante.

Barão do Serro Azul.

Thomaz Alves de Carvalho.

Francisco de Almeida Torres.

Companhia Geral de Melhoramentos no Maranhão.

Empresa Industrial e Colonisadora do Brazil.

Firmino Joaquim Ferreira da Veiga.

Companhia Plantação e Usinas de Trigo.

Companhia S. Paulo e Paraná.

Primeira secção da Inspectoria Geral das Terras e Colonisação—Repartição Central, 26 de setembro de 1892.—*Julio Xavier da Silva Moura*, chefe interino da 1.ª secção.

Os proponentes sujeitam-se ás instrucções de 30 de outubro de 1891 que, entre outras obrigações, estipulam a de fazer dentro de um anno construcção, pelo menos no valor do terreno.

Alfandega do Rio de Janeiro

Edital

Pela inspeccoria desta alfandega se faz publico, para conhecimento dos interessados, que foram descarregados para esta repartiçao os volumes abaixo mencionados com signaes de avarias e de faltas; devendo seus donos ou consignatarios apresenta-em-se para providenciar a respeito.

Vapor inglez *Tagus*.

Trapiche da Saude—Marca CC: 1 volume quebrado. Manifesto em traducçao.

Vapor inglez *Sirius*.

Armazem n. 1—Marca AA&C: 4 caixas ns. 1.925, 1.931, 1.927 e 1.955, repregadas. Idem.

Letreiro Brazil: 2 ditas ns. 8.402 e 8.405, idem. Idem.

Marca B—SML: 2 ditas ns. 1.733 e 1.701, idem. Idem.

Marca BF: 1 dita n. 8.858 idem. Idem.

Marca FA—JG: 1 dita n. 3.958 idem. Idem.

Marca H: 1 dita n. 1.540, idem. Idem.

Marca HHS: 3 ditas ns. 968, 961 959, idem. Idem.

Marca PR&C—R: 3 ditas ns. 189, 191 e 198, idem. Idem.

Marca R: 1 dita n. 630, idem. Idem.

Letreiro S. Salara: 4 ditas ns. 435, 437, 439 e 443, idem. Idem.

Vapor inglez *Kepler*.

Armazem n. 9—Marca AG&C: 2 caixas ns. 220 e 221, avariadas. Manifesto em traducçao.

Marca AAG—F: 3 ditas, idem. Idem.

Marca GG: 1 dita n. 22, idem. Idem.

Marca CCK: 1 dita n. 4, idem. Idem.

Marca CPG—D: 1 dita n. 1.266, idem. Idem.

Marca EA&C 2 ditas ns. 3.874 e 3.892 idem. Idem.

Marca F—B&FG: 5 ditas, idem. Idem.

Marca L: 1 dita n. 396, idem. Idem.

Marca PC&C—H: 2 ditas ns. 2.605 e 2.608, idem. Idem.

Marca OD&C: 1 dita n. 83, idem. Idem.

Vapor inglez *Maskeline*.

Armazem n. 9. — Marca AG&C: 1 caixa n. 1.574, repregada. Manifesto em traducçao.

Marca BTP: 7 ditas, idem. Idem.

Marca CBC—G: 3 ditas, idem. Idem.

Marca GM | G: 6 ditas, idem. Idem.

Marca TG: 5 ditas, idem. Idem.

Marca HM: 10 ditas, idem. Idem.

Marca JACC: 3 ditas, idem. Idem.

Marca JCVM: 2 ditas, idem. Idem.

Marca L&C—F: 1 dita, n. 351, idem. Idem.

Marca RP&G—G: 6 ditas, idem. Idem.

Marca RJ: 1 dita, n. 427, idem. Idem.

Marca S&C—L&C: 1 dita, n. 554, idem. Idem.

Marca VO&C—G: 4 ditas, idem. Idem.

Vapor inglez *Clyde*.

Armazem n. 10. — Marca OP&C: 1 caixa, n. 9.406, avariada pela chuva. Manifesto em traducçao.

Marca SMRW: 1 dita, n. 7.301, idem. Idem.

Marca PGM: 1 dita, n. 2.949, idem. Idem.

Letreiro Poyaves & Comp.: 2 ditas, ns. 162 e 168, idem. Idem.

Armazem das amostras. — Marca LR—PB: 1 dita, com falta. Idem.

Marca RM: 2 ditas, repregadas. Idem.

Marca BBD: 1 dita, quebrada. Idem.

Marca BBSA: 1 dita, idem. Idem.

Letreiro London Brazilian Bank, Limited: 1 dita, idem. Idem.

Vapor inglez *Tamar*.

Armazem n. 10—Marca AY: 2 caixas ns. 19 e 21, repregadas. Manifesto em traducçao.

Marca GA: 1 dita n. 101, idem. Idem.

Marca DF&G: 1 dita n. 150, idem. Idem.

Marca FMB—FB: 2 ditas ns. 272, 314, idem. Idem.

Marca JF&G: 2 ditas ns. 904 e 911, idem. Idem.

Marca JRS: 2 ditas ns. 7891 e 7959, idem. Idem.

Marca MN&G: 1 dita n. 170, avariada. Idem.

Marca GG/11: 2 ditas ns. 266 e 819, idem. Idem.

Marca AJF&G: 1 dita n. 236, idem. Idem.

Marca GG&G: 2 ditas ns. 3788 e 3096, idem. Idem.

Marca JLF&A: 1 dita n. 2720, idem. Idem.

Marca M&A: 1 dita n. 174, idem. Idem.

Marca GM&G: 1 dita n. 5, idem. Idem.

Marca R&G: 1 dita n. 385, idem. Idem.

Marca OP&G: 1 dita n. 4434, idem. Idem.

Marca RO: 1 dita n. 2976, idem. Idem.

Vapor americano *Financz*.

Armazem n. 15—Marca A do SG: 2 caixas ns. 11 e 13, repregadas. Manifesto em traducçao.

Marca BMG: 3 ditas ns. 19 20 e 21, idem. Idem.

Marca GGA—A: 2 ditas ns. 9 e 20, idem. Idem.

Marca GPS&A: 1 dita n. 2793, idem. Idem.

Marca GM&G: 1 dita n. 63, idem. Idem.

Vapor francez *Bretagne*.

Armazem n. 3—Marca JGG—S: uma caixa sem numero repregada. Manifesto em traducçao.

Marca MM—O: 1 dita, idem, idem. Idem.

Vapor francez *Entre Rios*.

Docas—Marca FP: 1 barril, com falta. idem. Idem.

Marca P: 1 dito idem. Idem.

Marca VPPG: 1 dito idem. Idem.

Marca TPF: 1 dito idem. Idem.

Marca FTM: inteiro 1 dito idem. Idem.

Marca GRP: 3 dito idem. Idem.

Marca PAP: 2 ditos idem. Idem.

Marca JAR: 3 ditos idem. Idem.

Marca MGFA: 2 ditos idem. Idem.

Armazem n. 12—Marca DJDMG 1 caixa n. 5988, repregada idem.

Marca EMM: 1 dita n. 8 idem. Idem.

Marca BG—VB: 1 dita n. 162, idem. Idem.

Marca CPH: 1 dita n. 979, idem. Idem.

Marca G&G: 3 ditas idem. Idem.

Marca G&A—DC: 1 dita n. 2, idem. Idem.

Marca GB&G: 1 dita n. 5588, idem. Idem.

Marca D: 1 dita n. 5929, idem. Idem.

Marca EG&G: 1 dita n. 5587, idem. Idem.

Marca ED—MDM&C: 1 dita n. 97, idem. Idem.

Marca JD: 2 ditas idem. Idem.

Marca GMF: 1 dita n. 247, idem. Idem.

Marca GS&G: 1 dita n. 700, idem. Idem.

Marca JLFB: 1 dita n. 184, idem. Idem.

Marca MR: 2 ditas idem, idem. Idem.

Marca SG&G—B: 2 ditas n. 1298/9, idem. Idem.

Marca MR: 1 dita idem. Idem.

Marca B&C: 1 dita idem. Idem.

Marca F&A—C—G: 7 ditas idem, idem. Idem.

Marca AD&C: 23 ditas idem, idem. Idem.

Marca RL&C: 12 ditas idem. Idem.

Marca JJ: 21 ditas idem. Idem.

Marca T&B: 2 ditas idem. Idem.

Marca BIM: 1 dita n. 325, idem. Idem.

Marca C&G—R&C: 1 dita n. 339, idem. Idem.

Marca CIB: 1 dita n. 441, idem. Idem.

Marca GPI—SF 2 ditas n. 578/9, idem. Idem.

Marca D 1 dita n. 5974, idem. Idem.

Marca E&CFA: 1 dita u. 49, idem. Idem.

Marca GS&A: 2 ditas n. 673/4, idem. Idem.

Marca JMPO: 1 dita n. 3, idem. Idem.

Marca GM&C—K: 2 ditas n. 2621/2, idem. Idem.

Marca JLCC: 1 dita n. 3700, idem. Idem.

Marca MS&C: 1 dita n. 268, idem. Idem.

Marca RM: 1 dita n. 32.515, idem. Idem.

Marca SB&C: 1 dita n. 485, idem. Idem.

Marca TI—A&C: 1 dita n. 1.247, idem. Idem.

Marca VP—AB: 1 dita n. 6, idem. Idem.

Marca CIB: 2 ditas ns. 412 e 413, idem. Idem.

Marca CPI: 1 dita n. 569, idem. Idem.

Marca CC: 2 ditas ns. 741 e 43, idem. Idem.

Marca GJ: 2 ditas ns. 6.004 e 6.007, idem. Idem.

Marca GH&C: 1 dita, idem. Idem.

Marca CA&C: 5 ditas, idem. Idem.

Marca FFB: 1 dita n. 408, idem. Idem.

Varca CPB: 3 ditas ns. 1.030, 1.007 e 1.022, idem. Idem.

Marca JFG&C: 1 dita n. 1.242, idem. Idem.

Marca JMPO: 1 dita n. 2, idem. Idem.

Marca LB—P: 1 dita n. 453, idem. Idem.

Marca TB: 26 ditas, idem. Idem.

Marca VR—AB: 2 ditas ns. 8 e 14, idem. Idem.

Vapor francez *Cordonan*.

Armazem n. 11—Marca AG&P: 2 caixas ns. 5.282 e 5.283, avariadas. Manifesto em traducçao.

Marca BG—VB: 1 dita n. 351, idem. Idem.

Marca F—EI: 1 dita n. 1.191, idem. Idem.

Marca MM&C—MV: 1 dita n. 1, idem. Idem.

Marca PR: 1 dita n. 1159, idem. Idem.

Vapor italiano *Mentana*.

Armazem n. 8—Marca PB: 1 caixa, repregada. Manifesto em traducçao.

Armazem das amostras—Marca GS: 1 dita, idem. Idem.

Vapor allemFo *Weser*.

Armazem n. 1 — Marca JBF: 2 caixas, repregadas. Manifesto em traducçao.

Marca APC: 3 ditas, idem. Idem.

Marca APR&C: 10 ditas, idem. Idem.

Marca RE&C: 9 ditas, idem. Idem.

Marca VF: 10 ditas, idem. Idem.

Marca HM: 7 ditas, idem. Idem.

Marca RP&C 20: 10 ditas, idem. Idem.

Marca RP&C: 7 ditas, idem. Idem.

Marca APC: 3 ditas, idem. Idem.

Marca HM: 10 ditas, idem. Idem.

Marca HM: 10 ditas, idem. Idem.

Marca V: 5 ditas, idem. Idem.

Marca HPL: 1 dita, n. 329, idem. Idem.

Marca FM&C: 1 caixa, n. 21, idem. Idem.

Marca MFB: 2 ditas, n. 323/4, idem. Idem.

Marca CP&G: 1 dita, n. 1732, idem. Idem.

Marca AMP: 5 ditas, idem. Idem.

Marca AD&C: 3 ditas, idem. Idem.

Marca BJ&C—R: 1 dita, idem. Idem.

Marca BG—VB: 2 ditas, idem. Idem.

Marca FG—G—LG: 1 dita, n. 1757, idem. Idem.

Marca GP: 1 dita, n. 1, idem. Idem.

Marca GM&C—K: 1 dita, n. 2672, idem. Idem.

Marca L: 2 ditas, ns. 516, idem. Idem.

Marca LA: 2 ditas, ns. 11920, idem. Idem.

Marca PL—G: 2 ditas, ns. 5846 e 5825, idem. Idem.

Marca S&C: 2 ditas, ns. 1878 e 1883, idem. Idem.

Marca VF: 1 dita, n. 1281, idem. Idem.

Marca SV: 1 dita, n. 4955, idem. Idem.

Marca FS&C: 5 ditas, idem. Idem.

Marca BF&C: 10 ditas, idem. Idem.

Marca MC: 5 ditas, idem. Idem.

Marca CBC: 5 ditas, idem. Idem.

Marca DSC: 7 ditas, idem. Idem.

Marca S&C: 5 ditas, idem. Idem.

Marca CACB: 7 ditas, idem. Idem.

Marca HS&C: 10 ditas, idem. Idem.

Marca CA&G: 10 ditas, idem. Idem.

Marca CH&C: 30 ditas, idem. Idem.

Marca DA&C—IS: 7 ditas, idem. Idem.

Alfandega do Rio de Janeiro, 5 de outubro de 1892. — O inspector, *Alexandre A. R. Salamin*.

Commissariado Geral da Armada**CONCURRENCIA**

Grupos ns. 1, 2, 3, 4 e 5 (açougue, pida-ia, mantimentos para a esquadra e escola naval e dietas para o hospital de marinha).

De ordem do Sr. capitão de mar e guerra chefe do commissariado geral da armada faço publico que, em cumprimento ao aviso n.2.460 de 5 do mez vigente, o conselho economico, reunir-se-ha no dia 20 do corrente ás 11 horas da manhã, em uma das salas desta repartição, afim de receber propostas para o fornecimento durante o proximo futuro exercicio, dos artigos que constituem os grupos supra-mencionados:

Os Srs. concurrentes deverão satisfazer na parte que lhes diz respeito, todas as exigencias do regulamento annexo ao decreto n. 946 de 1 de novembro de 1890, as quaes são:

1.^a Encher com os preços por extenso e em algarismo a proposta impressa que lhe será fornecida pelo secretario do commissariado a qual datará e assignará, para ser apresentada ao conselho economico.

2.^a Entregar pessoalmente ou por seu legitimo representante, directamente ao conselho economico, no lugar, dia e hora annunciados não só as suas propostas como as amostras correspondentes.

3.^a Exibir, no acto da entrega da proposta, além da certidão do respectivo contracto social, quando não seja firma individual, os documentos que provem ser negociante matriculado e haver pago o imposto de casa commercial, relativo ao ultimo semestre. Esses documentos, lhe serão restituídos antes de proceder-se á leitura das respectivas propostas.

4.^a São dispensados da apresentação da matricula na Junta Commercial as fabricas e estabelecimentos industriaes da Republica e terão estes e aquellas a preferencia sobre os outros concurrentes em igualdade de condições e circumstancias devidamente provadas.

Ficam desde já prevenidos de que serão obrigados a supprir ao Arsenal de Marinha desta capital, pelos mesmos preços por que proponham fornecer a este commissariado todos os artigos que merecerem a preferencia do citado conselho.

Para os demais esclarecimentos relativos a boa orientação do presente edital dirijam-se á secretaria desta repartição.

Commissariado Geral da Armada, 8 de outubro de 1892.—*Luiz de Sancta Catharina Baptista.*

Conselho Economico do Arsenal de Marinha**CONCURRENCIA**

Grupos: 10, 19, 20, 21, 23 e 24

Papelaria, electricidade, materiaes, tintas, vidraria e cera

De ordem do Sr. contra-almirante inspector do Arsenal de Marinha, presidente do conselho economico, faço publico que no dia 10 de outubro vindouro, ás 11 horas da manhã, serão recebidas e abertas na casa de residencia do mesmo Sr. inspector, onde para esse fim, se deve reunir o citado conselho, propostas para o fornecimento ao referido arsenal, durante o exercicio de 1893, dos artigos constantes dos grupos acima mencionados.

Os concurrentes flevem satisfazer todas as exigencias do titulo VI, capitulo unico do art. 176 do regulamento annexo ao decreto n. 745 de 12 de setembro de 1890, a saber:

« Art. 176. São deveres do proponente:

§ 1.^o Encher, com preço por extenso e em algarismo a proposta impressa que lhe será fornecida pelo secretario do arsenal, a qual datará e assignará, para, ser apresentada ao conselho economico.

§ 2.^o Entregar pessoalmente ou por seu legitimo representante directamente ao conselho economico, no lugar, dia e hora annunciados, não só as suas propostas, como as amostras correspondentes.

§ 3.^o Exibir, no acto da entrega da proposta, além da certidão do respectivo contracto social, quando não for firma individual, os documentos que provem, ser negociante matriculado e houver pago o imposto de casa commercial, relativo ao ultimo semestre.

Esses documentos lhe serão restituídos antes de proceder-se á leitura das respectivas propostas.

§ 4.^o São dispensados da apresentação da matricula na Junta Commercial as fabricas e estabelecimentos industriaes da Republica, e terão estes e aquellas a preferencia sobre outros concurrentes em igualdade de condições e circumstancias, devidamente provadas. »

Ficam outrossim, prevenidos de que aquelles cujas propostas forem preferidas serão obrigados a fornecer tambem ao Commissariado Geral da Armada os artigos de seus contractos para supprimento ao Arsenal pelos preços estipulados nos citados contractos.

Para mais esclarecimentos dirijam-se a esta secretaria.

Secretaria da Inspeção do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, 22 de setembro de 1892.—O secretario, *Eugenio Candido da Silveira Rodrigues.*

Conselho Economico do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro.**CONCURRENCIA**

Grupos: 26, 28, 31, 32 e 36

(Ferro e outros metaes, madeiras, carvão, massame e balanças, etc.)

De ordem do Sr. contra-almirante, inspector deste arsenal, presidente do conselho economico, faço publico que no dia 17 do corrente, ás 11 horas da manhã, serão recebidas e abertas na casa de residencia do mesmo Sr. inspector, onde para esse fim se deve reunir o citado conselho, propostas para o fornecimento ao referido arsenal, durante o exercicio de 1893, dos artigos constantes dos grupos acima mencionados.

Os concurrentes devem satisfazer todas as exigencias titulo VI, capitulo unico, art. 176, do regulamento annexo ao decreto n. 745 de 12 de setembro de 1890, a saber:

« Art. 176. São deveres do proponente:

§ 1.^o Encher com preços por extenso e em algarismos a proposta impressa que lhe será fornecida pelo secretario do arsenal, a qual datará e assignará para ser apresentada ao Conselho Economico;

§ 2.^o Entregar pessoalmente ou por seu legitimo representante, directamente ao conselho economico, no lugar, dia e hora annunciados, não só as suas propostas como as amostras correspondentes;

§ 3.^o Exibir, no acto da entrega da proposta, além da certidão do respectivo contracto social, quando não for firma individual, os documentos que provem ser negociante matriculado e haver pago o imposto de casa commercial, relativo ao ultimo semestre. Estes documentos lhe serão restituídos antes de proceder-se á leitura das respectivas propostas;

§ 4.^o São dispensados da apresentação da matricula na Junta Commercial as fabricas e estabelecimentos industriaes da Republica, e terão estes e aquelles a preferencia sobre os outros concurrentes em igualdade de condições e circumstancias, devidamente provadas. »

Ficam outrossim prevenidos de que aquelles cujas propostas forem preferidas serão obrigados a fornecer tambem ao Commissariado Geral da Armada os artigos de seus contractos para supprimento do arsenal, pelos preços estipulados nos citados contractos.

Para mais esclarecimentos dirijam-se a esta secretaria.

Secretaria da Inspeção do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, 5 de outubro de 1892.—O secretario, *Eugenio Candido da Silveira Rodrigues.*

Repartição da Fiscalisação das Estradas de Ferro da União

Em cumprimento ao aviso do Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas, de 30 de setembro ultimo, faço publico que é expressamente prohibido ás companhias de estradas de ferro organisarem os trabalhos de escriptorio, relativos a estudos definitivos, fora da sede dos respectivos engenheiros fiscaes, visto terem elles de acompanhar os de campo que aquelles se referem, deixando de ser acceitos os que não forem executados de accordo com essa determinação.

Capital Federal, 7 de outubro de 1892.

—*Crockett de Sá*, engenheiro-chefe.

Intendencia da Guerra**HABILITAÇÕES**

Tendo-se de annunciar o recebimento de propostas para o fornecimento de diversos artigos durante o 1.^o semestre de 1893, de ordem do Sr. coronel intendente convidado as pessoas que pretenderem fornecer taes artigos a virem habilitarse na forma do regulamento em vigor até o dia 27 do corrente mez.

Aquellas pessoas que se acham habilitadas deverão, comtudo, apresentar em requerimento dirigido ao conselho de compras, o bilhete de imposto pago no Thesouro Nacional, correspondente ao ultimo semestre.

Rio de Janeiro, 8 de outubro de 1892.—O secretario, *A. B. da Costa Aguiar.*

Escola Polytechnica**EXERCICIO DA BIBLIOTHECA**

De ordem do Sr. director faço publico, para conhecimento de quantos interessar, que a bibliotheca desta escola continua franqueada aos Srs. lentes, professores, alumnos e mais pessoas decentes que á quizerem consultar, em todos os dias uteis, das 9 horas da manhã ás 3 1/2 da tarde e das 6 horas da tarde ás 9 da noite.

Durante o dia a entrada e sahida faz-se-hão por qualquer das portas do edificio; á noite, porém, só poderão ser feitas pela porta do lado do Theatro S. Pedro de Alcantara.

Secretaria da Escola Polytechnica, 3 de outubro de 1892. — O secretario, *Augusta Saturnino da Silva Diniz.*

E. de Ferro Central do Brazil**RECEBIMENTO DE MERCADORIAS**

De ordem da directoria, declara-se, para conhecimento do publico, que, amanhã (10 do corrente), continua aberta, na estação Central a inscripção para despacho de mercadorias com destino ás estações além de Lafayette e estações da estrada Oeste de Minas.

Escriptorio do trafezo, 9 de outubro de 1892. —*J. Rudemaher*, chefe do trafezo.

E. de Ferro Central do Brazil**CARREGAMENTO E DESCARREGAMENTO DE MERCADORIAS EM CERTOS PONTOS DA LINHA FORA DAS ESTAÇÕES.**

De ordem da directoria se declara, para conhecimento do publico, que, por portaria do Ministerio da Agricultura, Commercio e Obras Publicas, de 22 de setembro proximo passado, foi approvada a tarifa especial (abaixo transcripta) regulando o carregamento e descarregamento de mercadorias em certos pontos da linha fora das estações, em substituição dos arts. 91 e 97 das tarifas e condições regulamentares, a qual começará a vigorar no dia 21 do corrente mez;

TARIFA ESPECIAL N. 12

A administração, contanto que dahi nenhum embarço e nenhum perigo resultem para o serviço, tem a faculdade de conceder aos proprietários ribeirinhos da Estrada de Ferro Central do Brazil autorização para carregarem ou descarregarem mercadorias em pontos fora das estações, submettendo-se elles ás condições seguintes :

I Os expeditores ou destinatarios deverão fazer á sua custa todos os preparativos necessários para carregarem ou descarregarem os vagões nos pontos indicados.

A administração aceitará ou não estes preparativos.

Os expeditores ou destinatarios serão responsáveis pelos estragos feitos nos taludes e leito da estrada de ferro, e serão obrigados a fazer o reparar á sua custa, sob a direcção dos empregados da mesma estrada, dentro do prazo de quarenta e oito horas.

II A administração determinará as horas do dia ou da noite em que estas diversas operações poderão ser feitas.

Ella declina toda a responsabilidade quanto aos estragos que puderem resultar destes serviços nos terrenos dos sobreditos proprietarios ou seus vizinhos, ou em suas mercadorias.

III. O carregamento ou descarregamento será feito pelos expeditores ou destinatarios com pessoal seu e por sua conta e risco.

IV. Os fretes a cobrar serão os da estação immediatamente anterior ao ponto de parada, no caso de carregamento, e os da estação immediatamente posterior, no caso de descarregamento.

Será sempre nesta ultima estação que serão feitos os despachos, pagos os fretes e feita a entrega das expedições.

V. A administração não se encarregará de transportes desta natureza sinão por um peso de 50 toneladas de uma vez ou pagando por 50 toneladas, e para um percurso minimo de 20 kilometros ou pagando por 20 kilometros.

VI. Os expeditores deverão avisar ao agente da estação encarregada de fazer a expedição com antecedencia de 48 horas e a administração indicará, de conformidade com as prescripções do § II, as horas durante as quaes o carregamento deverá ser feito.

VII. Si dentro das horas indicadas o carregamento não puder ser feito, os vagões serão retirados e o expeditor não ficará por isso desobrigado de pagar o transporte.

VIII. O destinatario será prevenido 24 horas antes de serem postos no logar os vagões que devem ser descarregados por elle, da hora em que estes vagões estarão á sua disposição e do tempo que alli estacionarão.

Passado este prazo, os vagões descarregados ou não serão levados para a estação anterior, descarregados immediatamente *ex-officio*, e o destinatario deverá ir alli retirar sua mercadoria, sem que tenha direito de reclamar contra a administração, e sem prejuizo da armazenagem que puder lhe ser exigida.

IX. A applicação da presente tarifa especial fica sujeita ás condições da tarifa geral ou das tarifas especiaes pedidas, em tudo o que não for contrario ás disposições particulares que precedem.

Escritorio do tráfego, 4 de outubro de 1892. — J. Rademaker, chefe do tráfego. (

Repartição de Pharóes

AVISO DOS NAVEGANTES

Pharol da Pedra Secca—Estado da Parahyba

Achando-se concertado o machinismo de rotação do aparelho de luz do pharol da Pedra Secca, no estado da Parahyba, avisa-se que desde hontem exhibe elle a sua luz primitiva: brava de eclipses e lampejos de minuto em minuto.

Repartição de Pharóes, Rio de Janeiro, 4 de outubro de 1892. — Leopoldino José dos Passos Junior, director geral interino. (

Corpo de Bombeiros

CONCURRENCIA

Recebem-se propostas em carta fechada, até ás 11 horas do dia 18 do corrente, para o fornecimento a este corpo, durante o 2º semestre do corrente anno, de diversos generos relativos a ferramentas, ferragens, ferros e artigos semelhantes, tintas e drogas, couros e artigos para correio.

Por occasião da apresentação das propostas cada proponente fará um deposito de 100\$ na secretaria do corpo, para garantia da assignatura de seu contracto, e depois deste assignado dará a caução de 10 % da importancia calculada sobre o fornecimento provavel de um mez, servindo de base os do anno anterior.

Os impressos especificando os artigos acima acham-se á disposição dos Srs. preponentes, na mesa na secretaria, onde informa-se acerca das condições do fornecimento, em dias uteis, das 10 horas da manhã ás 2 da tarde.

Capital Federal, 4 de outubro de 1892. — Henrique Eujenio de Assis Loureiro, alferes secretario.

Inspectoria Geral das Terras e Colonisação

REPARTIÇÃO CENTRAL

Em cumprimento á ordem do Sr. ministro da agricultura, commercio e obras publicas, constante do aviso n. 82 de 6 do corrente, convido os concessionarios e companhiascessionarias de contractos para a fundação de nucleos colonias, constantes da relação abaixo, para, dentro do prazo improrogavel de 30 dias, contados desta data, apresentarem a esta repartição documento provando terem feito os depositos a que são obrigados para pagamento das despesas de fiscalisação, sob pena de caducidade dos referidos contractos.

Capital Federal, 24 de setembro de 1892. — Lycurgo José de Mello, inspector geral. (

Repartição Geral dos Telegraphos

Acham-se inauguradas as estações telegraphicas de Livramento, União e Parahyba, no estado do Piahy, e da Barra do Pirahy, no estado do Rio de Janeiro.

As taxas para as estações do Livramento e União são de 700 réis por palavra; para a de Parahyba de 770 réis e para a da Barra do Pirahy de 70 réis, todas a partir da estação central.

Capital Federal, 7 de outubro de 1892. — J. M. de Lemos Bastos, director. (

Directoria Geral dos Correios

Edital

Em virtude do despacho do Sr. director geral, datado de 30 de setembro findo, faço publico que nesta divisão recebem-se novas propostas em carta fechada e convenientemente lacradas, até 20 do corrente, para fornecimento e collocação de um assoalho de madeira de lei na 2ª secção do correio, de accordo com a planta existente nesta repartição, á disposição dos interessados.

Divisão Central da Directoria Geral dos Correios, 1 de outubro de 1892. — O subdirector, Affonso do Rejo Barros.

2ª escola publica do 2º gráo para o sexo masculino

Segunda-feira, 10 do corrente, começam as aulas deste escola na parte central do edificio proprio nacional da rua da Harmonia n. 62.

Os alumnos devem comparecer ás 9 horas da manhã. As matriculas continuam abertas até o dia 15 do corrente.

Capital Federal, 6 de outubro de 1892. — O director, Dr. Servulo Lima. (

Iluminação de Manãos

De ordem do Sr. director desta repartição, faço publico que, por determinação do governador do estado, fica prorogado por mais sessenta dias o prazo marcado para o recebimento de proposta para o serviço de iluminação desta cidade.

As propostas serão selladas e apresentadas em carta fechada até ás 11 horas do dia 1º de dezembro, nesta repartição.

A concorrência versará: 1º, sobre o systema de iluminação; 2º, sobre o poder illuminante dos focos; 3º, sobre o preço das unidades (metro cubico de gaz, foco electrico, etc.) tanto para o estado como para os particulares; 4º, sobre o prazo do privilegio; 5º, sobre a especie da moeda para o pagamento.

Si o proponente não residir nesta cidade, deverá ter procurador com poderes especiaes para representalo.

O contractante da iluminação terá privilegio exclusivo para assentar nas ruas e praças da cidade os encanamentos, fios ou outros apparehos necessários á iluminação destinados ao serviço publico e particular.

O prazo maximo do privilegio será de 30 annos.

A area da cidade a illuminar desde logo será comprehendida dentro dos seguintes limites: Ao sul, o rio Negro; á leste, a rua Major Gabriel; ao norte, a rua Dr. Machado e a oeste o igarapé da Cachoeira Grande.

O contractante dará começo ás obras necessárias ao serviço da iluminação no prazo de 4 mzes contados da data da approvação do respectivo contracto, e as concluirá no prazo de 8 mezes depois começados.

A iluminação das ruas, praças, jardins publicos, etc., terá a duração de 11 horas por noite.

O contractante será obrigado a fornecer luz aos particulares onde existir o serviço de iluminação publica.

O contractante poderá privar do fornecimento o consumidor que não for pontual nos pagamentos.

O contractante incorrerá na multa de 500 réis por foco de luz que for encontrado apagado durante as horas em que deviam estar acesos.

Em tempo opportuno será expedido o regulamento para fiscalisação das obras e mais serviços da iluminação.

As despesas de fiscalisação serão pagas pelo contractante, sendo a sua importancia descontada dos pagamentos que houver de receber do thesouro.

Pela inobservancia das clausulas do contracto, serão especificadas multas de 100\$ a 200\$ e o dobro na reincidencia.

O prazo do privilegio será contado do dia em que for inaugurado o serviço da iluminação.

O concorrente cuja proposta for escolhida depositará immediatamente nos cofres do Thezouro Estadual uma caução de dez contos de réis em dinheiro, titulos da divida publica ou hypotheca de bens de raiz.

Esta caução é destinada a garantir a execução do contracto e reverterá em favor do estado em caso de caducidade ou rescisão do contracto.

Em caso de fallencia do contractante, o estado entrará na posse de todo o material e fará o serviço de iluminação por administração ou por contracto, tudo por conta e risco da massa; podendo tambem indemnizar a importancia do material, tendo em vista, nesse caso, o estado em que se achar e o numero de annos que faltar para a terminação do contracto.

Nem uma proposta será recebida sem ser acompanhada de documento que prove haver sido feito no Thezouro Estadual um deposito de cinco contos de réis em dinheiro. Este deposito reverterá em favor do estado si o concorrente cuja proposta for escolhida não assignar o respectivo contracto.

A abertura das propostas far-se-ha no dia 1 de dezembro do anno corrente, ás 12 horas do dia, na secretaria desta repartição.

Manãos, 6 de outubro de 1892. — O escrivão, Victor Antonio Fernandes. (

Directoria Geral dos Correios

SERVIÇO DE CONDUÇÃO DE MALAS NO ESTADO DO RIO DE JANEIRO

De ordem do Sr. director geral, faço publico que nesta directoria serão recebidas propostas, por espaço de 30 dias, contados desta data, para o serviço de condução de malas, nas linhas do correio do estado do Rio de Janeiro abaixo mencionadas, durante o anno de 1893:

1. Entre Itaguahy e Itacurussá, 15 vezes por mez.
2. Entre Itaguahy, Caçador e Buraco Fundo, 15 vezes por mez.
3. Entre Mangaratiba e Jacarehy, passando por Sacco de Mangaratiba e S. Braz, 15 vezes por mez.
4. Entre Mangaratiba e Itacurussá, 15 vezes por mez.
5. Entre Maxambomba e Iguassu, diariamente.
6. Entre Belém e ponte da Estrada do Bomfim, diariamente.
7. Entre Belém e S. José do Bom Jardim, passando por S. Pedro e S. Paulo, diariamente.
8. Entre Sant'Anna (estação) e Thomazes, diariamente.
9. Entre Passa-Tres e Morro Azul, passando por Arrozal de S. Sebastião, diariamente.
10. Entre Passa-Tres e Ponte Bella, passando por S. João do Principe, diariamente.
11. Entre Vargem-Alegre, Doris e S. José do Turvo, diariamente.
12. Entre Pinheiro, S. Bento da Gramma e S. João Baptista do Arrozal, diariamente.
13. Entre Volta Redonda e Amparo da Barra Mansa, diariamente.
14. Entre Barra Mansa e Santo Antonio de Capivary, passando pela Roseta, Pouso Secco e Rio Claro, diariamente até Rio Claro, e 15 vezes por mez do Rio Claro até Santo Antonio.
15. Entre Divisa e Passa-Vinte, passando por Quatis e Falcão, diariamente.
16. Entre Falcão e S. Vicente Ferrer de Rezende, diariamente.
17. Entre Falcão e S. Joaquim da Barra Mansa, diariamente.
18. Entre Quatis e Porto da Conceição, diariamente.
19. Entre Intatyia e Sant'Anna dos Tócos, diariamente.
20. Entre Rodeio e Sacra Familia do Tingua, diariamente.
21. Entre a estação do Paty e Paty do Alferes, diariamente.
22. Entre a estação do Paty e Sucupira, diariamente.
23. Entre Sardoal e Sucupira, passando pelo Serião, 15 vezes por mez.
24. Entre Vargem do Manéjo e Commercio, 15 vezes por mez.
25. Entre Sapucaia e Apparecida, diariamente.
26. Entre Apparecida e Peão, diariamente.
27. Entre a estação do Bacellar e Santa Rita da Floresta, passando pela cidade do Carmo, diariamente.
28. Entre Santa Rita da Floresta e correio do Prata, diariamente.
29. Entre a estação do Pantano e Porto Velho do Cunha, diariamente.
30. Entre Santa Cruz do Monte Alegre e Sant'Anna de Pirapetinga, diariamente.
31. Entre a estação de S. Sebastião e S. Sebastião do Parahyba, diariamente.
32. Entre Laranjeiras e Livramento, passando por Conceição da Estrada Nova, 12 vezes por mez.
33. Entre Conceição das Duas Barras e estação de Monerat, diariamente.
34. Entre S. José do Ribeirão e estação do Bom Jardim, 12 vezes por mez.

35. Entre Macuco e S. Sebastião do Alto, diariamente.

36. Entre Macuco e S. Francisco de Paula, diariamente.

37. Entre Cambucy e Bom Jesus do Monte Verde, diariamente.

38. Entre Venda das Pedras e Pachecos, passando por Itaborahy, diariamente.

39. Entre Capivary e Araruama, diariamente.

40. Entre Araruama e Saquarema, passando por Ponte dos Leites, diariamente.

41. Entre Araruama e Campos Novos, passando por Iguaça Grande e Aldéa de S. Pedro (Sapeatiba), diariamente.

42. Entre S. Vicente de Paula e Jaturahyba, diariamente.

43. Entre S. Vicente de Paula e Itahy, diariamente.

44. Entre Rocha Leão e Barra de S. João, passando pelo Rio das Ostras, diariamente.

45. Entre Quissamã e Entroncamento, diariamente.

46. Entre Triumpho e Santa Maria Magdalena, diariamente.

47. Entre Campos, S. João da Barra e Tahy, dez vezes por mez.

48. Entre S. Sebastião da Barra de Itabapoana e S. Francisco de Paula das Cachimbas, 10 vezes por mez.

49. Entre Itabapoana e Limeira de Itabapoana, 3 vezes por semana.

50. Entre Itabapoana e S. José do Calçado, passando por Bom Jesus de Itabapoana, 3 vezes por semana.

51. Entre S. José de Uba e estação de S. Domingos, 15 vezes por mez.

52. Entre a estação de S. Pedro e S. José do Paraíso, diariamente.

53. Entre a estação da Lage e Lage de Muriaé, diariamente.

54. Entre Surubhy e Mauá, diariamente.

As propostas devem ser entregues nesta secção, mediante recibo passado pelo empregado encarregado de recebê-las, devendo satisfazer as seguintes condições:

1ª, estarem em carta fechada, selladas, datadas e assignadas pelo proponente ou seus procuradores;

2ª, não conterem rasuras nem emendas, sendo as quantias mencionadas por extenso;

3ª, referir-se cada preço a uma linha do correio somente, não sendo tomadas em consideração as propostas para linhas englobadas e as que não se cingirem ao numero de viagens indicadas no edital;

4ª, serem registradas as propostas, quando remetidas em mala do correio.

Os proponentes depositarão nos cofres desta directoria, para garantir a execução de seus contractos, a decima parte da importancia annual dos mesmos. Em caso de rescisão pedida, o contractante perderá o direito a caução, por qualquer que seja o motivo allegado.

Serão preferidos os proponentes que residirem nos logares servidos pela linha que pretenderem arrematar.

Não será celebrado contracto com o mesmo proponente para mais de uma linha, salvo quando forem prolongamento de uma das outras ou partirem do mesmo ponto.

O serviço será feito por estafetas que saibam ler e escrever, e que sejam maiores de 18 e menores de 40 annos de idade.

Quando o serviço não for feito pelo proprio contractante, este apresentará na agencia competente uma relação assignada com os nomes e idades dos estafetas que tiver de empregar no mesmo serviço.

As subvenções devidas aos contratantes serão pagas somente á vista das portarias das viagens realizadas em cada mez.

Os contractos não poderão ser transferidos a outras pessoas, sob pena de rescisão dos mesmos e perda da caução feita.

Não serão tomadas em consideração propostas que não preencherem as condições do presente edital.

Primeira secção da Divisão Central da Directoria Geral dos Correios, 6 de outubro de 1892.— O sub-director, Affonso do Rego Barros.

EDITAES

2ª pretoria

O Dr. José Joaquim Ferreira da Costa Braga, juiz da 2ª pretoria da Capital Federal:

Faz saber aos que o presente edital virem, que, tendo de se proceder no dia 30 do corrente, ás 10 horas da manhã, á eleição de intendentes municipaes e em cumprimento ao disposto no art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, foram nomeados membros das mesas eleitoraes desta jurisdicção os cidadãos seguintes:

1º DISTRICTO

1ª secção

Presidente

Luiz Felipe Frêre de Aguiar.

Mesarios

Manoel José de Carvalho.

João Ferreira Cavalcanti.

Joaquim Peixoto de Castro.

Gustavo Tavares da Silva.

2ª secção

Presidente

Dr. Camillo Leite da Silva Fonseca.

Mesarios

Benjamin José Pires.

Alvaro José Martins.

Antonio Duarte Pinto Junior.

João Bernardo Lobato Pereira.

3ª secção

Presidente

Dr. Emilio José Loureiro.

Mesarios

Carlos da Silva Gusmão.

Arthur Augusto Ribeiro.

Carlos Plácido Teixeira.

Eugenio José de Góes Telles.

4ª secção

Presidente

Commendador Antonio José de Souza e Almeida.

Mesarios

Antero José do Araujo Bessa.

José Augusto Pereira de Castro.

José Francisco Fernandes Ferreira.

João Baptista Pereira Martins.

2º DISTRICTO

1ª secção

Presidente

Alfredo de Azevedo Vieira.

Mesarios

Alferes Manoel Soares Belfort.

Capitão Alferes Henrique de Oliveira.

Allurto de Araujo Dias.

Raymundo Ferreira da Silva.

2ª secção

Presidente

Major Alexandre Allurto Fernandes da Silva.

Mesarios

Francisco de Souza Neves.

João Hyppolito da Fonseca.

Innocencio José de Carvalho.

Valentim Antonio Machado.

3ª secção

Presidente

Manoel Gonçalves Cunnuighan.

Mesarios

José Nogueira Borges.

João Christiano da Costa Monteiro.

Salvador Gonçalves Porto Junior.

Agostinho Affonso de Castro.

E, para constar, se passou o presente edital, que será affixado no logar do costume, nas portas onde funciona este juizo, sendo outro de igual teor publicado na imprensa. Dado e passado nesta Capital Federal aos 8 de outubro de 1892. E eu, José Candido de Barros, escrevi o subscrevi.— José, Joaquim Ferreira da Costa Braga.

2ª pretoria

O Dr. José Joaquim Ferreira da Costa Braga, juiz da 2ª pretoria da Capital Federal, etc.

Faz saber que, tendo de se proceder no dia 30 do corrente, às 10 horas da manhã, a eleição de intendentes municipais e, de conformidade com o art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, foi dividida a parochia eleitoral em secções e designados os edificios onde deverão as mesmas funcionar, as quaes são nos logares seguintes:

1º DISTRICTO**1ª secção**

Quarteirões 1º, 2º, 3º, 4º, 5º e 6º — 217 eleitores.

Local — Secretaria da Marinha.

2ª secção

Quarteirões 7º, 8º e 9º — 242 eleitores.

Local — Club Republicano, rua do Senador Pompeu n. 23.

3ª secção

Quarteirões 10º, 11º, 12º, 13º, 14º, 15º e 16º — 185 eleitores.

Local — Externato do Instituto Nacional de Instrução Secundaria.

4ª secção

Quarteirões 17º e 18º — 93 eleitores.

Local — Bibliotheca de Marinha.

2º DISTRICTO**1ª secção**

Quarteirões 1º, 2º, 3º, 4º e 5º — 233 eleitores.

Local — Rua da Harmonia n. 62 (sala dos fundos).

2ª secção

Quarteirões 6º e 7º — 205 eleitores.

Local — Escola Publica de Meninos, rua da Harmonia n. 62.

3ª secção

Quarteirões 8º e 9º — 157 eleitores.

Local — Escola Publica de Meninas, rua da Harmonia n. 62.

E para que chegue ao conhecimento de todos, mandei passar o presente, que será affixado nas portas onde funciona este juizo, sendo outro de igual teor publicado na imprensa. Dado e passado nesta Capital Federal aos 8 de outubro de 1892. E eu, José Candido de Barros, escrivão, o subescrevi. — José Joaquim Ferreira da Costa Braga.

16ª pretoria

O Dr. José Paulino de Albuquerque Sarmiento, juiz da 16ª pretoria do districto federal, etc.

Faz saber que, tendo de proceder-se no dia 30 do mez corrente, às 10 horas da manhã, a eleição de intendentes municipais, dividiu, como abaixo se vê, e em cumprimento ao disposto no art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, a parochia eleitoral em secções, e designou os edificios onde deverão funcionar as mesmas secções.

1ª secção

Quarteirões 1º, 2º, 3º, 4º, 5º e 6º — 193 eleitores.

Local — Sala da pretoria.

2ª secção

Quarteirões 7º, 8º, 9º, 10º, 11º e 12º — 117 eleitores.

Local — 3ª escola publica de meninas.

E mandou extrahir dous de igual teor para ser publicado pela imprensa e affixado no edificio onde funciona esta pretoria. Dado e passado nesta Ilha do Governador em 8 de outubro de 1892. E eu, José Joaquim Alves de Carvalho, escrivão, o escrevi. — O pretor, José Paulino de Albuquerque Sarmiento.

O Dr. José Paulino de Albuquerque Sarmiento, juiz da 16ª pretoria do Districto Federal, etc.

Faz saber aos que o presente edital virem que, tendo de se proceder no dia 30 do corrente, às 10 horas da manhã, a eleição de intendentes municipais, em cumprimento ao disposto no art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, nomeou membros das mesas eleitoraes aos cidadãos abaixo mencionados:

1ª secção**Presidente**

Carlos Urbano de Oliveira.

Mesarios

Leopoldo José de Menezes.

João Victorino dos Santos.

Antonio Joaquim de Souza Pinheiro.

Pedro José Soares.

2ª secção**Presidente**

Manoel Leite Bitencourt.

Mesarios

Simão da Silva Reis Filho.

Joaquim Telles Coutinho.

Antonio José de Souza Pinheiro.

Antonio Rodrigues Franco.

E mandou extrahir dous de igual teor para ser publicado pela imprensa e affixado no edificio onde funciona esta pretoria. Dado e passado nesta ilha do Governador em 8 de outubro de 1892. E eu, José Joaquim Alves de Carvalho, escrivão, o escrevi. — O pretor, José Paulino de Albuquerque Sarmiento.

21ª pretoria

O Dr. Francisco Teixeira de Souza Alves, pretor da 21ª pretoria, etc.

Faz saber a todos os interessados que, em cumprimento do disposto no art. 63 da lei n. 85 de 20 de setembro do corrente anno, divide a freguezia do Campo Grande em quatro secções, designa os edificios onde devem funcionar as mesas eleitoraes para a eleição dos intendentes do primeiro conselho municipal desta capital, cuja eleição deverá ter logar no dia 30 do corrente, às 10 horas da manhã, e nomeia os mesarios, tudo na forma da lei, do modo seguinte:

1ª secção

Quarteirões 1º, 2º, 3º, 4º, 5º, 6º, 7º, 8º, 9º, 10º, 11º e 12º — 250 eleitores.

Local — 1ª escola publica do sexo masculino.

2ª secção

Quarteirões 13º, 14º, 15º, 16º e 17º — 235 eleitores.

Local — 1ª escola publica do sexo feminino, no Realengo.

3ª secção

Quarteirões 18º, 19º, 20º, 21º, 22º, 23º, 24º, 25º, 26º, 27º, 28º, 29º, 30º, 31º, 32º e 33º — 196 eleitores.

Local — Pretoria.

4ª secção

Quarteirões 34º, 35º, 36º, 37º, 38º, 39º, 40º, 41º, 42º e 43º — 116 eleitores.

Local — 2ª escola publica do sexo feminino.

1ª secção**Presidente**

Francisco Alves da Silva Castilho.

Mesarios

Manoel Quintino de Oliveira.

Dr. Francisco Alves Barbosa.

Leonardo de Moraes e Souza.

José Gomes dos Santos Cardoso.

2ª secção**Presidente**

Capitão Carlos Augusto Rodrigues Martins.

Mesarios

Manoel Goulart Martins Silva.

Luiz Joaquim de Azevedo.

Francisco José de Moraes.

Manoel Pereira Monteiro Torres.

3ª secção**Presidente**

Capitão José Severino Giesteira.

Mesarios

Capitão Luiz Fernandes Barata.

João da Costa Ferreira.

Albino Alves Ribeiro.

Joaquim de Oliveira Santos.

4ª secção**Presidente**

Laurindo Pereira Rosa.

Mesarios

José Gomes de Aguiar Sobrinho.

Agostinho Coelho da Silva.

João Camillo de Aguiar.

José Antonio de Oliveira.

Campo Grande, 9 de outubro de 1892. — Francisco Teixeira de Souza Alves, 21º pretor.

Edital para eleição de intendente do Districto Federal.

O Dr. Ataulfo Napolos de Paiva, juiz da 13ª pretoria do Districto Federal etc.

Faz saber a quem o conhecimento desta pertencer, que em virtude de aviso do Ministerio do Interior, foi designado o dia 30 de outubro corrente para ter logar a eleição de intendentes municipais, convida os eleitores desta circumscripção a darem seus votos, no referido dia às 10 horas da manhã, nas secções abaixo declaradas, devendo cada eleitor exhibir o seu titulo para votar, sendo a cedula manuscripta em papel branco ou anilado, não devendo ser transparente, nem ter marca, signal ou numeração, devendo conter um só nome. Estando organizada as mesas eleitoraes que devem presidir a dita eleição e designado os lugares, como abaixo se segue e nomeados os seus respectivos membros, cumpre que compareção nos referidos edificios a hora marcada afim de darem os seus votos. E para que chegue ao conhecimento de todos os eleitores passei o presente edital e mais dous de igual theor, que serão affixados e publicados nos lugares do costume. 13ª Pretoria do Districto Federal em 10 de outubro de 1892. Eu Antonio Gonçalves de Lima Torres, escrivão que o escrevi. — Ataulfo Napolos de Paiva.

Divisão da 13ª pretoria (Engenho Novo) em secções eleitoraes a que se refere o edital supra.

1º districto

1ª secção, Largo do Pedregulho n. 3, 1º e 2º quarteirões, 212 eleitores;

2ª secção, Estação de S. Francisco Xavier, 3º, 4º, 5º e 6º quarteirões, 121 eleitores;

3ª secção, Rua 24 de Maio n. 52, 7º, 8º e 9º quarteirões, 237 eleitores;

4ª secção, Estação Riachuelo, 10º, 11º e 12º quarteirões, 154 eleitores.

2º districto

1ª secção, Rua D. Adelaide, 1º, 2º e 3º quarteirões, 222 eleitores;

2ª secção, Estação de Todos os Santos, 4º, 5º, 6º e 7º quarteirões, 212 eleitores;

3ª secção, Estação do Engenho Novo, 8º, 9º, 10º e 11º quarteirões, 205 eleitores;

4ª secção, E. Publica Visitação, 12º, 13º e 14º quarteirões, 229 eleitores;

5ª secção, Club da R. Imperial, 15º e 16º quarteirões, 176 eleitores;

6ª secção, rua Goyaz E. Publica, 17º e 18º quarteirões, 197 eleitores;

7ª secção, Estação Meyer, 19º e 20º quarteirões, 96 eleitores.

13ª Pretoria em 10 de outubro de 1892. — Eu Antonio Gonçalves de Lima Torres, escrivão, o escrevi. — Ataulfo Napolos de Paiva.

Jaboticabal

O cidadão José Baptista de Oliveira, juiz municipal pela lei, em exercício neste termo de Jaboticabal, etc.

Por este edital com prazo de 90 dias, chamo a juízo com pena de revelia, os interessados desconhecidos e incertos, no processo de medição e divisão da fazenda da Gramma de Cima, promovido por Joaquim Antunes de Oliveira e outros condomínios na mesma fazenda, para scientes de que costume dar minhas audiências, aos sábados, às 11 horas da manhã, no cartório do civil, comparecerem depois de feitas as citações e expirado o prazo deste edital, afim de nomear e aprovar posto que procedam à medição e divisão, abonar as despesas, ficando mais citados para todos os termos da causa até final sentença e sua execução, conforme a petição inicial em este cartório, na qual os autores compridamente expõem sua intenção. E para que chegue ao conhecimento de todos mandei lavrar o presente que será afixado no lugar do costume e publicado pela imprensa. Jaboticabal, 26 de agosto de 1892. Eu, João Evangelista Homem, escrivão do civil, o subscrevi. — José Baptista de Rocha. Estava devidamente sellado.

De notificação aos diversos accionistas do Banco dos Funcionários Públicos, para dentro do prazo de um mez que correrá da 1ª publicação deste edital, satisfizerem ao mesmo banco as entradas de capitães a que são obrigados e em que se acham em atraso, sob pena de serem as suas acções vendidas em leilão, na forma da lei.

O Dr. Salvador Antonio Moniz Barreto de Aragão, juiz na Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal da Capital Federal, etc.

Faz saber aos que o presente edital virem que, pelo presidente do Banco dos Funcionários Públicos, e em virtude de designação do conselheiro presidente desta camara, lhe foi apresentada a petição com designação do teor seguinte: Ilm. Sr. Dr. presidente da Camara Commercial do Tribunal Civil e Criminal. — Havendo o Banco dos Funcionários Públicos convidado os subscriptores de acções a realizar, com os intervallos de tempo fixados em seus estatutos, cinco entradas de capital, sendo cada uma de 10 %, correspondente a 5\$ por acção, e não tendo varios accionistas, constantes da relação junta, completado o numero daquellas entradas, conforme se achia discriminado na mesma relação, venho por isso, como presidente do referido banco, de conformidade com a deliberação tomada em assembleia geral que teve lugar: a 30 de março deste anno, depois de esgotados os prazos marcados nos annuncios respectivos, e autorisado pelo art. 9º dos estatutos, requer-vos que, na forma da lei das sociedades anonymas, sejam notificados aquelles accionistas de que as suas acções vão ser vendidas em leilão, logo que estejam cumpridas as disposições da lei. — Saúde e fraternidade. — Rio de Janeiro, 22 de agosto de 1892. — *Jeronymo Rodrigues de Moraes Jur. lim.* presidente do banco. Estava sellada. Designação: — Ao Dr. Salvador. Rio, 26 de agosto de 1892. — *Silva Mafra.* Sobre o que foi dado o despacho seguinte: D. A. Notifique-se. — Rio, 2 de setembro de 1892. — *Salvador Moniz.* Distribuição: D. a Domingues em 2 de setembro de 1892. — *J. Conceição.* — A relação a que se refere a petição supra é do teor seguinte: Relação de accionistas a que se refere a petição junta, indicando o numero de acções, as entradas de capital não realisadas e as quantias correspondentes. Achille Bone, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; Adolpho Borges Leitão, 30 acções, 3ª até 5ª entrada, 450; Affonso Henrique Garnier, 4 acções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Alberico José de Magalhães Castro, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Alfredo Avelino Pinto Guimarães, 2 acções, 4ª e 5ª entrada, 20\$; Alfredo Vieira, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Alvaro Magalhães dos Santos Delgado, 1 acção, 2ª até 5ª entrada, 20\$; Antonio Candido do Amaral, 10 acções,

2ª até 5ª entradas, 200\$; Antonio Corrêa Leal, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio da Costa Barros Pereira das Neves, 10 acções, 3ª até 5ª entradas, 150\$; Antonio F. Rabello Junior, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Antonio Honorato da Barros, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Antonio José Moreira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio José de Passos Assumpção, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Antonio José Pereira Sobrinho, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Antonio José Victorino de Barros, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; Antonio Manoel Domingues, 100 acções, 4ª e 5ª entradas, 1:000\$; Antonio Rodrigues Ramos, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; Dr. Aristides Cesar de Almeida, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Arlindo Vianna, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Arthur Coelho da Silva Sobrinho, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Arthur Lopes da Silva, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Augusto do Couto Magalhães, 25 acções, 2ª até 5ª entradas, 500\$; Augusto de Oliveira F. Pereira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Auxilio Victor Teixeira Lopes, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Basilio Marques da Silva, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Bento José de Sá Figueiredo Junior, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Bento José Victorino de Barros, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Bernardo de Souza Franco Guaryba, 5 acções, 3ª até 5ª entradas, 75\$; Camillo José Gomes de Sant'Anna, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Candido Theodoro de Macedo Paes Leme, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Dr. Carlos Alberto, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Carlos Augusto Alves de Oliveira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Carlos Floriano da Costa Barreto, 4 acções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Carlos Franenkel, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Carlos F. da Silva, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Carlos Proença, Gomes, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Carlos Xavier de Siqueira Bravo, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Carolino José Garcia, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Cornelio Anastacio Lopes Junior, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Diogo Vieira Cortes Junior, 3 acções, 4ª e 5ª entradas, 30\$; Domingos de Azeredo Coutinho Duque Estrada, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Domingos Pereira da Silva, 4 acções, 3ª até 5ª entradas, 60\$; Durval Homem da Rocha, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Eduardo Augusto da Silva, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Eduardo Ribeiro, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Eduardo da Silva Delduque, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Eduardo da Silveira Lobo, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; D. Eulalia da Cruz Santos Filha, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Eulalio Duarte da Silveira, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Firmo Alves de Andrade, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; Francisco Borges Bailly, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Francisco Carlos Dias Madronho, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Francisco Coelho de Carvalho, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; Francisco José Bockel, 8 acções, 2ª até 5ª entradas, 160\$; Francisco José Ferreira de Noronha Feital, 3 acções, 2ª até 5ª entradas, 60\$; Francisco Garrocho de Brito, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Francisco Geraldo Lannes, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Dr. Francisco José de Souza Lopes, 50 acções, 5ª entrada, 250\$; Francisco Manoel da Silva, 50 acções, 3ª até 5ª entradas, 750\$; Francisco Moreira Soares, 8 acções, 4ª e 5ª entradas, 80\$; Francisco de Paula Barros, 50 acções, 3ª até 5ª entradas, 750\$; Francisco Pitanga, 6 acções, 2ª até 5ª entradas, 120\$; Francisco Xavier Junqueira Franco, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Francisco Xavier de Oliveira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Gastão dos Guimarães Bilac, 5 acções, 5ª entrada, 25\$; Genero Augusto de Oliveira Mattos, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Genuino Accioli da Luz, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Guilherme Frederico de Lemos, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Guilherme Lopes de Oliveira, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Guilherme da Rocha Soares, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Gustavo de

Paula Rios, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Henrique de Araujo Lima, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Henrique Dias Paes Leme, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Ignacio Goulart de Oliveira, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Jacintho Rufino de Almeida, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Jeronymo Maximo Rodrigues Cordeiro, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; João Antonio Martins de Mello, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; João Baptista Lopes de Oliveira, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; João Capistrano do Amaral, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João E. de Brito, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João F. de Carvalho Junior, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; João Francisco Canezza, 10 acções, 4ª e 5ª entradas, 100\$; João José de Bittencourt, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; João de Lacerda Kemp, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; João Manoel de Moraes e Souza 60 acções, 3ª até 5ª entradas, 900\$; João Martins, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; João Medeiros da Silva, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; João Rodrigues Chaves Junior, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; João Panphilo Pinto de Faria, 2 acções, 5ª entrada, 10\$; João de Sá Hollanda Cavalcante, 3 acções, 3ª até 5ª entradas, 45\$; Dr. Joaquim Alves da Silva, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Joaquim Barbosa Duarte Pinto, 3 acções, 4ª e 5ª entradas, 30\$; Joaquim Borges de Lemos, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; Joaquim E. de Siqueira Lima, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Joaquim Honorato Montenegro, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Joaquim José Pereira da Silva, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Joaquim de Oliveira Durão, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Joaquim Rodrigues Baptista, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Joaquim Saturnino Duarte Silva, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; José Augusto de Azevedo Marques, 10 acções, 3ª até 5ª entradas, 150\$; José Augusto Domingues, 150 acções, 4ª e 5ª entradas, 1:500\$; José Bernardino Fernandes, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; José Carlos Pereira de Oliveira, 3 acções, 2ª até 5ª entradas, 60\$; José Carvalho Martins, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; José Claro Paes Leme, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; José Dionysio Meira, 8 acções, 3ª até 5ª entradas, 120\$; José Francisco da Costa, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; José Gomes Paes, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; José Joaquim Pires da Silva, 100 acções, 2ª até 5ª entradas, 2:000\$; José Joaquim dos Santos Junior, 10 acções, 4ª e 5ª entradas, 100\$; José Leoncio de Lima, 20 acções, 4ª e 5ª entradas, 200\$; José Paes Ferreira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; José Pinheiro de Carvalho, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Dr. José Silveira do Pilar Filho, 20 acções, 2ª até 5ª entradas, 400\$; Juvencio José Pereira, 1 acção 5ª entrada, 5\$; Leonardo Antonio Teixeira Leite, 10 acções, 2ª até 5ª entradas, 200\$; Leopoldino dos Santos Pereira, 25 acções, 2ª até 5ª entrada, 500\$; Leicínio da Gama Bentes, 4 acções, 4ª e 5ª entradas, 40\$; Lindolpho Mignon, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Ludugero José da Cruz, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Luiz Antonio Ferreira, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Luiz Antonio Navarro de Andrade, 5 acções, 3ª até 5ª entradas, 75\$; Luiz Antonio de Oliveira, 1 acção, 4ª e 5ª entradas, 10\$; Manoel da Cunha Valle, 2 acções, 3ª até 5ª entradas, 30\$; Manoel Ferreira de Araujo e Silva, 4 acções, 2ª até 5ª entradas, 80\$; Manoel Ferreira Coimbra, 2 acções, 4ª e 5ª entradas, 20\$; Manoel Ferreira de Queiroz, 5 acções, 2ª até 5ª entradas, 100\$; Manoel João da Silva, 1 acção, 2ª até 5ª entradas, 20\$; Manoel José da Costa Guimarães, 50 acções, 2ª até 5ª entradas, 1:000\$; Manoel José Pereira, 100 acções, 3ª até 5ª entradas, 1:500\$; Manoel Lopes de Oliveira Lyrio, 20 acções, 3ª até 5ª entradas, 300\$; Dr. Manoel de Magalhães Couto, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Manoel O. Gonçalves Pinheiro, 1 acção, 3ª até 5ª entradas, 15\$; Manoel Teixeira Coimbra Junior, 2 acções, 2ª até 5ª entradas, 40\$; Noël de Almeida Baptista, 5 acções, 4ª e 5ª entradas, 50\$; Pamphilo José Alves de Oliveira, 2 acções, 4ª e 5ª

entradas, 20\$; Paulo A. Gomes Pereira, 14 acções, 2. até 5. entradas, 280\$; Pedro Adolpho Ramillac, 2 acções, 3. até 5. entradas, 30\$; Pedro de Alcantara Leite Pinto, 50 acções, 2. até 5. entradas, 1.00\$; Pedro Antonio Ribeiro de Moraes, 2 acções, 3. até 5. entradas, 30\$; Pedro José de Arruda, 1 acção, 4. e 5. entradas, 10\$; Pedro de Oliveira, 10 acções, 2. até 5. entradas, 200\$; Ponciano Eugenio de Carvalho, 2 acções, 3. até 5. entradas, 30\$; Raymundo Augusto Teixeira Lima, 2 acções, 4. e 5. entradas, 20\$; Rodrigo Delphin Pereira, 1 acção, 2. até 5. entradas, 20\$; Samuel Eugenio B. Horta, 20 acções, 3. até 5. entradas, 300\$; Samuel Ribeiro Guimarães, 2 acções, 2. até 5. entradas, 40\$; Sebastião Mario Pereira Lessa, 45 acções, 2. até 5. entradas, 900\$; Silvestre M. B. Brandão, 1 acção, 2. até 5. entradas, 20\$; Thomaz Augusto Coelho, 3 acções, 4. e 5. entradas, 30\$; Verissimo Mendes de Souza Figueiredo, 5 acções, 5. entrada, 25\$. Sobre duas estampilhas no valor de mil e cem réis Rio de Janeiro, 22 de agosto de 1892. — Jeronymo Rodrigues de Moraes JarJim, presidente do banco. Pelo que se passou o presente edital, pelo teor do qual são notificados os accionistas constantes da relação supra, para que, dentro do prazo de um mez, que correrá da primeira publicação deste, satisficam ao dito Banco dos Funcionarios Publicos as quotas que se acham devendo de entradas correspondentes ás suas acções e discriminadas na mesma relação, visto não o terem feito por ocasião das respectivas chamadas, sob pena de serem suas acções vendidas em publico leilão, pela cotação do dia deste, para pagamento do referido banco, podendo esse caso não sejam ellas vendidas por falta de comprador, consideral-as perdidas e apodear-se das entradas feitas, ou exercer contra os mesmos notificados os direitos derivados de suas responsabilidades. Para constar mandou-se passar este e mais tres de igual teor, que serão publicados por dez vezes durante um mez, no *Diario Official* e em outra folha de maior circulação nesta capital, sede do banco, e affixado na forma da lei, de cuja affixação o porteiro dos auditorios lavrará a competente certidão para ser junta aos respectivos auto. Dado e passado em 12 de setembro de 1892. Eu, José Luiz da Silva Moreira, escrivão interino, o escrevi. — *Salvador A. Muniz Barreto de Aragão*. (

ANNUNCIOS

Imprensa Nacional

De ordem do Sr. administrador convido os interessados constantes da relação abaixo a virem satisfazer nesta repartição os seus debitos provenientes de publicações feitas no *Diario Official*.

Alvaro de Almeida Gama, decreto n. 371.....	73\$500
Anfrizio Fialho, decreto 950.....	9\$700
Antonio Candido da Rocha, decreto n. 336.....	106\$600
Antonio Coutinho de Moraes (Companhia Seccos e Molhados de S. Christovão), decreto n. 124.....	81\$300
Antonio Emilio Pinto Garcia e outro (Companhia Taurina Brasileira), decreto n. 322.....	68\$200
Antonio Ferreira da Silva Carneiro, decretos ns. 875 e 175.....	27\$000
Antonio Guedes Valente, Dr. Bartholomeo Leopoldino Dantas e Joaquim Garcia de Castro, decreto n. 692.....	15\$200
Antonio Jose Gomes da Cunha e outro, decreto n. 10.247.....	12\$000
Antonio Joaquim Dias da Silva, (Cooperativa de Consumo, de Construcções e Produção do Congresso Operario) decreto n. 77.....	18\$50
Antonio Paulo de Mello Barreto, José Arthur de Murinelli, engenheiros e outros decreto n. 594.....	68\$400
Augusto Las Casas dos Santos, Dr. decreto n. 1.046.....	14\$000

Augusto Severo de Albuquerque Maranhão, decreto n. 1.160.....	12\$800
Augusto Silveste de Faria e Fortunato Pinho, Avelar & Comp., decreto n. 746.....	15\$500
Banco Central Mineiro, decreto n. 620.....	9\$000
Banco de Credito Brasileiro, decreto ns. 179, 1.309 e 774.....	50\$000
Banco de Credito e Commissions, decreto n. 691.....	171\$400
Banco dos Funcionarios Publicos, decreto ns. 640 e 811.....	48\$500
Banco dos Operarios, decreto ns. 739, 843 e 370.....	87\$200
Banco da Republica dos Estados Unidos do Brazil, Decretos. 733 A Barão do Rio Pardo. Decreto n. 1206.....	13\$000
Bento de Almeida Baptista, (Dr.) Decreto n. 1125.....	14\$800
Candido Matheus da Silva Parda, Francisco Secco e Lourenço da Cruz Cardoso. Decreto n. 1248	5\$700
Carlos Eduardo Thompson. Decreto n. 968.....	13\$600
Carlos Hargreaves, engenheiro. Decreto n. 486.....	8\$700
Companhia Colonisação e Industria de Santa Catharina. Decreto n. 708.....	26\$000
Companhia Commercio e Industria Nacional. Decreto n. 178.....	10\$300
Companhia Engenho Central de Guapimirim. Decretos ns. 211 A e 740.....	135\$400
Companhia Engenheiros Centraes de Magé. Decretos ns. 630 e 762...	20\$400
Companhia de Melhoramentos São Paulo e Paraná (Ernesto de Campos Lima e Fernando Schneider). Decretos ns. 599, 1144 e 43.....	19\$100
Companhia de Melhoramentos em Sergipe. Decretos n. 119, 120, 212, 358, 436, 496 e 548.....	66\$200
Companhia Mercantil S. Paulo e Norte do Brazil. Decreto n. 211	121\$700
Companhia Padaria Fluminense. (Joaquim José de Azevedo e outros). Decreto n. 1006.....	106\$600
Companhia Propagadora dos Vinhos e Generos Italianos. Decreto n. 571.....	80\$500
Companhia Progresso Industrial do Espirito Santo (Henrique Deslandes). Decretos ns. 392, 497, 523 e 546.....	88\$400
Companhia Rio de Janeiro Northern Railway (Estrada de Ferro Leopoldina) Decreto n. 734.....	34\$000
Companhia de S. Christovão. Decreto n. 22.....	9\$000
Companhia Telephonica de São Paulo. Decreto n. 1044.....	6\$000
Companhia União Commercial de Refinação de Assucar e Confeitarias (João Joaquim Corrêa). Decreto n. 1057.....	9\$200
Daniel Gonçalves Teixeira de Oliveira e João Victorino da Silveira e Souza Junior. Decreto n. 331...	75\$000
Edgard Ferreira. Decreto n. 942 F.	8\$300
Eduardo Mendes Limoeiro, engenheiro. Decretos ns. 10124 e 10391.....	16\$600
Edwin Gracie Wivatt. Decreto n. 1275.....	164\$000
Empresa de Arrasamento do Morro do Castello. Decretos ns. 527 e 606.....	17\$400
Empresa União Industrial dos E. U. do Brazil. Decreto n. 72.....	13\$500
Ernani Lodi Batalha. Decretos ns. 332 e 618.....	8\$000
Estrada de Ferro do Rio Claro (Companhia de Vias-Ferreas e Fluvias) Decreto n. 719.....	14\$400
Evangelista Xavier da Veiga, Raphael Augusto de Freitas e outros, (Montepio Popular) Decretos ns. 741 e 779 A.....	6\$500
	241\$200

Fabricio Gomes de Albuquerque Maranhão e Manoel Alves Vieira de Araujo. Decreto n. 1161.....	12\$800
Felippe Wanderley e outro—Decreto n. 1183.....	14\$800
Francisco Carnevale Rimoli—Decreto n. 359.....	106\$400
Francisco Joaquim Bittencourt da Silva, engenheiro e Christiano Cesar Coutinho—Decreto n. 550.	77\$000
Francisco Jorge Ferreira Leite—Decreto n. 1093.....	8\$000
Francisco Mendes da Rocha e Vicente A. de Paula Pessoa Filho—Decreto n. 214.....	8\$400
João Alberto Caetano Bouças—Decreto n. 490.....	8\$000
João Bernardo da Cruz Junior—Decreto n. 1289.....	10\$800
João Carlos da Silva Carneiro, José Bonsós Ferreira, e Diogo Rodrigues de Moraes—Decreto n. 160	12\$800
João Ferreira Lemos (Companhia Constructora e Commercio Paula Mayrink)—Decreto n. 507.....	85\$700
João Landell, Dr. (Companhia Aliança do Sul) Decreto n. 818...	85\$680
João Manoel de Miranda Barbosa—Decreto n. 728.....	13\$500
João Pinto Machado, (Companhia Cooperativa Hespanhola)—Decreto n. 470.....	82\$100
Joaquim Antonio de Oliveira Botelho e Pamphilo M. Freire de Carvalho, Drs.—Decreto n. 462....	72\$700
Joaquim Ignacio Pessoa de Siqueira tenente-coronel e Oscar Pinto—Decreto n. 474.....	70\$600
Joaquim Jonas Bezerra Montenegro, Dr.—Decreto n. 834.....	5\$000
Joaquim Xavier Carneiro de Lacerda—Decretos ns. 10196, 99214 e 321.....	33\$400
José Alfredo da Cunha Vieira & Comp.—Decreto n. 532.....	32\$000
José Brant de Carvalho, engenheiro e outro—Decretos ns. 638 e 1098.	14\$000
José Candido Teixeira (Companhia Cooperativa Paulista Italiana). Decreto n. 562.....	93\$400
José J. Drummond. Decreto n. 375	6\$000
José Leite da Cunha Bastos. Decreto n. 694.....	7\$700
José Vergueiro. Decretos ns. 365 e 527.....	12\$800
Julio Procopio Favilla Nunes. Decreto n. 162.....	18\$000
Justino Epaminondas de Assumpção Neves, Decretos ns. 10160, 10218 e 245.....	29\$000
Manoel Maria Bahiana. Decreto n. 616.....	9\$600
Nicolau Vergueiro Le Coq, engenheiro. Decretos ns. 313 e 757	5\$600
Orozimbo Muniz Barreto. Decretos ns. 500 e 669.....	26\$900
Paulo Alpinus, Henrique Watson e José Maximo Nogueira Penido, (Dr.) (Companhia Charuteira Fluminense). Decreto n. 475.....	70\$600
Pierre Labourdenne Saint Julieu. Decreto n. 1247.....	18\$700
Ricardo de Menezes, engenheiro. Decreto n. 886.....	24\$000
Société Anonyme Chemins de fer Benevente & Minas. Decreto n. 270.....	5\$000
Société Generale des Telephones & Decreto n. 216 A.....	5\$200
Theotonio Gomes Braga. Decreto n. 488.....	28\$000
Trajanio Viriato de Medeiros, (Dr.) e Alfredo Dillon. Decreto n. 1382	124\$600
Victor José de Freitas Reis, Decreto n. 499.....	26\$200
Visconde de Carvalhaes. Decreto n. 369.....	9\$200
Visconde de S. Laurindo e Rodrigo Pereira Leite. Decreto n. 1049	13\$500
Secção Central 16 de julho de 1892.—O chefe de contabilidade, J. A. Pinheiro de Carvalho.	
Rio de Janeiro — Imprensa Nacional — 1892	